



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES
FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

NIGER 2009

**BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION
EXTERIEURE GLOBALE DU NIGER**

2009

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
<u>AVANT-PROPOS</u>	2
<u>ABREVIATIONS ET SIGLES</u>	5
<u>INTRODUCTION</u>	6
<u>I. BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS</u>	8
1.1. Evolution de la balance commerciale	9
1.1.1. <i>Exportations de biens</i>	10
1.1.2. <i>Exportations par principaux produits</i>	11
1.1.3. <i>Importations</i>	18
1.2. Balance des services	21
1.2.1. <i>Transports</i>	22
1.2.2. <i>Voyages</i>	22
1.2.3. <i>Autres services</i>	23
1.3. Revenus nets.....	23
1.4. Transferts courants.....	24
<u>II. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES</u>	25
2.1. Compte de capital.....	25
2.2. Balance des opérations financières.....	25
2.3. Financements exceptionnels	26
<u>III. EVOLUTION DES COMPTES MONETAIRES</u>	27
3.1. Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	28
3.2. Avoirs et engagements extérieurs des banques et autres institutions monétaires.....	29
<u>IV. POSITION EXTERIEURE GLOBALE A FIN 2009</u>	29
<u>V. TABLEAU DE CONCORDANCE DES STATISTIQUES MONETAIRES ET DE LA BALANCE DES PAIEMENTS</u>	31
<u>CONCLUSION</u>	33
<u>ANNEXES</u>	34

AVANT-PROPOS

La balance des paiements est un état statistique qui comptabilise l'ensemble des flux économiques et financiers entre les résidents d'un pays et les non-résidents au cours d'une période déterminée. Elle constitue, de ce fait, un outil indispensable d'aide à la décision pour les Autorités.

A l'instar des autres pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la balance des paiements du Niger est établie chaque année par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest et validée par le Comité national de la balance des paiements. Des estimations de cette balance sont régulièrement produites sur la base des informations disponibles, pour les besoins internes de la BCEAO et des missions du FMI. La balance estimée est considérée comme provisoire et sa diffusion est limitée. C'est après validation qu'elle devient définitive et fait l'objet d'une large diffusion.

Le Comité national de la balance des paiements est l'organe de validation des données. Conformément aux dispositions du Règlement communautaire N°R09/98/CM/UEMOA du 20 décembre 1998, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, il est chargé :

- de rechercher des méthodes propres à améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et de proposer les mesures nécessaires à leur application ;
- d'arrêter périodiquement les statistiques de balance des paiements et de la position extérieure globale.

Ce Comité, placé sous la présidence du Ministre chargé des Finances, est composé du Directeur chargé des Finances Extérieures ou son représentant, du Directeur chargé des Affaires Monétaires et Bancaires ou son représentant, du Représentant du Ministre chargé du Plan, du Représentant du Ministre chargé du Commerce, du Directeur chargé de l'Office des Postes ou son représentant, du Directeur chargé du Commerce Extérieur ou son représentant, du Trésorier Payeur Général ou son représentant, du Directeur chargé de la Dette extérieure ou son représentant, du Directeur chargé des Douanes ou son représentant, du Directeur chargé de la Statistique ou son représentant et du Directeur National de la BCEAO ou son représentant. Le Comité peut convier à ses réunions, tous services ou organismes publics, en raison de leur compétence et en fonction des problèmes à traiter.

La confidentialité des informations collectées auprès des différentes structures est garantie par le Règlement susmentionné. A ce titre, l'article 1 de l'Annexe III de ce texte réglementaire dispose que « la BCEAO est chargée de l'établissement de la balance des paiements extérieurs des Etats membres de l'UEMOA ». L'article 2 de l'Annexe III énonce

que « les informations recueillies en application de l'article précédent ne peuvent être utilisées à d'autres fins, notamment celles de contrôle fiscal ou économique » et l'article 9 précise que celles-ci sont publiées sous forme anonyme et agrégée.

La balance des paiements et la Position Extérieure Globale (PEG) du Niger sont élaborées selon la méthodologie définie dans la 5^{ème} édition du Manuel de balance des paiements élaboré par le FMI, parue en 1993. Les principales articulations de cette méthodologie sont décrites dans la note en annexe 11. Les sources de données privilégiées lors des travaux d'élaboration de la balance des paiements du Niger sont les suivantes :

- les résultats d'enquêtes auprès des agents économiques ;
- les statistiques du commerce général recueillies auprès de l'Institut National de la Statistique (INS) et de la Direction Générale des Douanes (DGD) ;
- les statistiques des finances publiques (TOFE, dette extérieure...) ;
- les statistiques monétaires publiées par la Banque Centrale ;
- les statistiques de prix élaborées par les systèmes d'informations sur les marchés agricoles et de bétail (SIMA et SIM-Bétail) ;
- les statistiques sur les hydrocarbures et les produits miniers communiquées par le Ministère des Mines et de l'Energie ;
- les données des sociétés, notamment minières (SOMAIR, COMINAK et SML) et pétrolière (SONIDEP) ;
- plusieurs rapports et études, en particulier ceux du Conseil National des Utilisateurs des Transports (CNUT), de l'Association Nigérienne de Promotion des Exportations (ANIPEX), de la Cellule d'Analyse et de Prospective en Développement (CAPED), du PNUD, etc. ;
- les statistiques du Guichet Unique de Formalités du Commerce Extérieur de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger (CCIAN) ;
- les statistiques publiées par le FMI.

Le présent document retrace les principales évolutions qui ont caractérisé les paiements extérieurs du Niger au cours de l'année 2009¹. Après un bref aperçu de l'environnement économique international, régional et national qui a marqué l'année sous revue, il fait une présentation détaillée des balances intermédiaires et de la Position Extérieure Globale (PEG).

Cependant, en dépit des efforts déployés par les services de la BCEAO dans le cadre de l'élaboration des statistiques de la balance des paiements, ces dernières peuvent contenir

¹ Dans tout le document, sauf mention contraire, l'unité monétaire retenue est le franc CFA.

des insuffisances liées pour la plupart au manque d'organisation des filières agropastorales et à la prédominance du secteur informel dans l'économie nigérienne.

Enfin, pour toute demande d'information sur cette publication, le lecteur est prié d'adresser sa requête, par courrier classique ou électronique ou par télécopie, à la Direction Nationale de la BCEAO pour le Niger.

Contact :

Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)

Rue de l'Uranium 8001 Niamey Plateau, BP 487 Niamey-Niger

Tél : (227) 20 72 24 91, fax : (227) 20 73 47 43

Site web : <http://www.bceao.int>, E-mail : courrier dnh@bceao.int

ABREVIATIONS ET SIGLES

AEN	Avoirs Extérieurs Nets
AIDH	Aéroport International Diori Hamani
ANIPEX	Association Nigérienne de Promotion des Exportations
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BPT	Balance des Paiements en termes de Transactions
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CAF	Coût, Assurances, Fret
CAPED	Cellule d'Analyse et de Prospection en Développement
CNUT	Conseil National des Utilisateurs des Transports
DGD	Direction Générale des Douanes
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
FOB	Franco on Bord
FMI	Fonds Monétaire International
FISEC	Fichier des Situations des Etablissements de Crédit
INS	Institut National de la Statistique
IFS	International Financial Statistics
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PEG	Position Extérieure Globale
PIB	Produit Intérieur Brut
PEF	Programme Economique et Financier
PNG	Position Nette du Gouvernement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
UE	Union Européenne
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat

INTRODUCTION

L'activité économique mondiale a été morose en 2009, sous l'effet de l'aggravation de la crise financière internationale et de l'accentuation de son impact sur le secteur réel. Les turbulences enregistrées sur les marchés financiers américains et européens se sont traduites par une profonde détérioration des conditions de financement de l'économie, entraînant un repli de la demande et l'entrée en récession de la plupart des pays de l'OCDE. Toutefois, la mise en œuvre des mesures budgétaires et macro-économiques ardues a modifié cette récession. Dans ce contexte, le taux de croissance de l'économie mondiale s'est replié de 0,6% après une progression de 3,0% en 2008.

Au sein des pays industrialisés, l'activité économique s'est globalement mal orientée. Le produit intérieur brut a subi une baisse de 3,2% contre une hausse de 0,5% en 2008, reflétant principalement l'incidence négative du recul de la demande sur la croissance économique, en relation avec une crise de liquidité due aux difficultés rencontrées par certaines banques, ainsi que l'accentuation des incertitudes sur les marchés financiers.

Les pays émergents et en développement ont également été affectés par le ralentissement de la croissance, reflétant principalement la chute des exportations, le reflux des cours de matières premières et la contraction des investissements directs étrangers. En Chine et en Inde, la croissance s'est légèrement ralentie, ressortant respectivement à 8,7% et 5,7%, en termes réels, contre 9,6% et 7,3% en 2008. Au Brésil, l'activité économique a régressé de 0,2% en 2009, après avoir connu une hausse de 5,1% en 2008.

En Afrique Subsaharienne, le taux de croissance du produit intérieur brut, en termes réels, s'est établi à 2,6% en 2009, après 5,5% en 2008. Le continent a subi les contrecoups de sa dépendance vis-à-vis des exportations de produits de base, dont les cours ont fléchi en moyenne en 2009.

Les économies des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ont subi les effets de la crise économique internationale, à travers divers canaux, notamment le commerce extérieur, le tourisme et les mouvements de capitaux. Un recul de la croissance a été observé, malgré une activité économique soutenue notamment par la hausse modérée des récoltes de la campagne agricole 2009/2010, la poursuite de la mise en œuvre des programmes d'investissement public et l'exécution, par l'ensemble des Etats membres, de programmes économiques et financiers appuyés par les partenaires au développement. Le taux de croissance du produit intérieur brut de l'Union, en termes réels, s'est situé à 2,8% en 2009 contre 3,8% en 2008.

Au plan national, l'orientation favorable des indicateurs de l'activité observée en 2008 s'est essoufflée en 2009, en raison des résultats moyens de la campagne agricole 2009/2010 imputables à la mauvaise répartition temporelle et spatiale des pluies et à une invasion

d'ennemis des cultures. Le taux de croissance du produit intérieur brut, en termes réels, s'est établi à -0,9% en 2009 contre 9,3% en 2008, reflétant la baisse de 15,9% du secteur agricole. Toutefois, les performances des secteurs non agricoles n'ont pas été affectées en raison essentiellement des importants investissements réalisés dans le domaine des mines, de l'électricité, des bâtiments et travaux publics ainsi que les transports et télécommunications.

La **situation des finances publiques** a été marquée par la poursuite de l'exécution de la Stratégie de Développement accéléré et de Réduction de la Pauvreté (SDRP) 2008-2012 et du Programme Économique et Financier (PEF) 2008-2011 ainsi que de la mise en œuvre des grands projets d'investissement. En outre, elle s'est ressentie de la réception le 04 septembre 2009 d'un appui budgétaire de 34,8 milliards de FCFA au titre de l'allocation de Droits de Tirages Spéciaux (DTS) par le FMI, intervenue le 28 août 2009. Elle a également été affectée par l'émission par le Trésor National de 15,0 milliards de bons de Trésor, le 04 juin 2009, et de 16,6 milliards d'emprunts obligataires le 25 novembre 2009. L'exécution du budget de l'État (TOFE) provisoire à fin décembre 2009 indique des recettes budgétaires, hors dons, de 363,6 milliards. Par rapport à l'année 2008, elles affichent une diminution de 17,8%, imputable au reflux des recettes non fiscales. Les dépenses totales ont, quant à elles, porté sur 633,4 milliards, soit une augmentation de 60,2 milliards, ou 10,5%, par rapport à l'année 2008. De ce qui précède, il en résulte une détérioration de 138,8 milliards du déficit global, base engagement, qui atteint 269,8 milliards en 2009. En tenant compte d'une réduction des arriérés de paiements intérieurs de 15,6 milliards et d'un ajustement de 3,3 milliards, le déficit, base caisse, s'est établi à 282,1 milliards en 2009. Ce déficit a été financé grâce à des appuis extérieurs à hauteur de 171,0 milliards et des concours intérieurs pour un montant de 111,1 milliards.

La situation monétaire en 2009 s'est ressentie de la faible mobilisation des appuis financiers extérieurs, du niveau important de règlements d'importations, de la mise en œuvre des chantiers miniers et pétroliers et de l'octroi de nouveaux concours bancaires aux secteurs économiques. Globalement, il ressort une diminution des avoirs extérieurs nets et une expansion des crédits intérieurs et de la masse monétaire par rapport au mois de décembre 2008. En effet, au 31 décembre 2009, les avoirs extérieurs nets du système bancaire se sont établis à 193,8 milliards, soit un fléchissement de 91,2 milliards par rapport à décembre 2008. Cette évolution provient de la contraction des avoirs extérieurs nets de l'Institut d'Emission de 73,1 milliards et de la dégradation de la position extérieure nette des banques de 18,1 milliards. Quant à l'encours des crédits intérieurs, il a augmenté de 163,5 milliards, pour se situer à 311,3 milliards. Cet accroissement dénote la dégradation de la Position Nette du Gouvernement (PNG) de 115,2 milliards, conjuguée à l'augmentation des crédits à l'économie de 48,3 milliards. En ligne avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a connu une ex-

pansion de 73,9 milliards en se situant à 473,1 milliards à fin décembre 2009. Cet accroissement découle de la progression de la circulation fiduciaire de 40,2 milliards et des dépôts en banque de 33,5 milliards.

Dans ces conditions, la balance des paiements du Niger a enregistré un déficit de 89.754 millions en 2009 contre un excédent de 72.696 millions l'année précédente. L'examen rétrospectif du solde global de la balance des paiements de 2000 à 2009 fait apparaître les évolutions ci-après :

Tableau 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements

(Montants en millions de FCFA)²

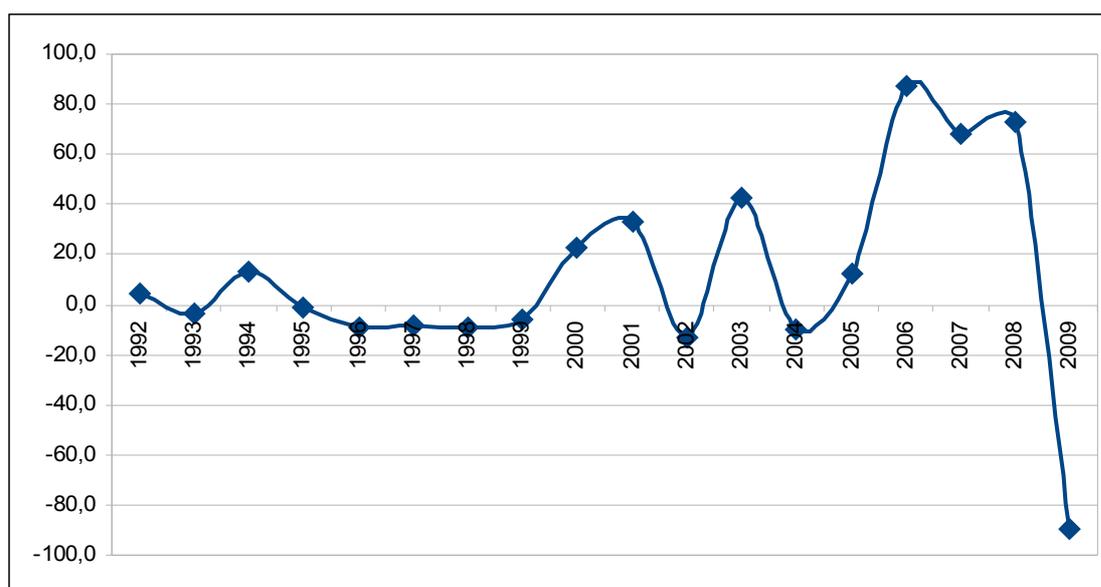
Année	Soldes
2000	22.734
2001	32.731
2002	-13.420
2003	-33.379
2003 ajustée	42.471
2004	-10.305
2005	12.400
2006	87.283
2007	68.351
2008	72.696
2009	-89.754

Source : BCEAO

Au cours de la première moitié de la décennie, le solde global de la balance des paiements du Niger a alterné entre les excédents et les déficits. En effet, si le début de la décennie fut marqué par des excédents sur deux années consécutives, en 2000 et 2001, l'année 2002 a renoué avec le déficit. L'excédent apparent observé en 2003, soit 42.471 millions, est attribuable à un réajustement statistique apporté à la méthode de détermination de la circulation fiduciaire. Pour l'année 2004, le solde est de nouveau ressorti déficitaire de 10.304 millions avant de redevenir excédentaire de 2005 à 2008. En rupture de tendance, le solde de l'année 2009 a affiché un déficit de 89.754 millions, en phase avec l'alourdissement de la facture des importations et de la baisse des appuis financiers extérieurs.

Sur une longue période, l'évolution du solde global de la balance des paiements du Niger reste fortement dépendante des chocs exogènes internes, dont les plus récurrents sont les conditions agro-climatiques. Il faudrait également ajouter les facteurs externes, tels que la hausse des prix des produits pétroliers et alimentaires sur le marché international et la volatilité des appuis financiers extérieurs.

² Dans tout le document, le point (.) est utilisé comme séparateur de milliers.

Grahpique 1 : Évolution du solde global de la balance des paiements du Niger entre 1992 et 2009

Les développements ci-après donnent une description détaillée de l'évolution des principaux postes de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Niger entre 2008 et 2009.

I. BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS

Les tableaux relatifs à la balance des paiements de l'année 2009 sont présentés en annexes 1 et 2. Il ressort que le solde déficitaire de la balance courante s'est fortement dégradé, en passant de - 311.718 millions en 2008 à - 621.322 millions en 2009, comme l'indique le tableau 2 ci-après. Cette évolution résulte d'une détérioration des soldes des biens, des services et des revenus, partiellement compensée par une amélioration de la balance des transferts courants.

Le ratio du déficit courant rapporté au PIB s'est dégradé de 11,7 points de pourcentage pour ressortir à -24,7% en 2009 contre -13,0% en 2008. Celui du déficit courant, hors transferts officiels, enregistre également une détérioration de 13,7 points de pourcentage pour s'établir à -28,9% en 2009.

Tableau 2 : Evolution des balances intermédiaires entre 2005 et 2009

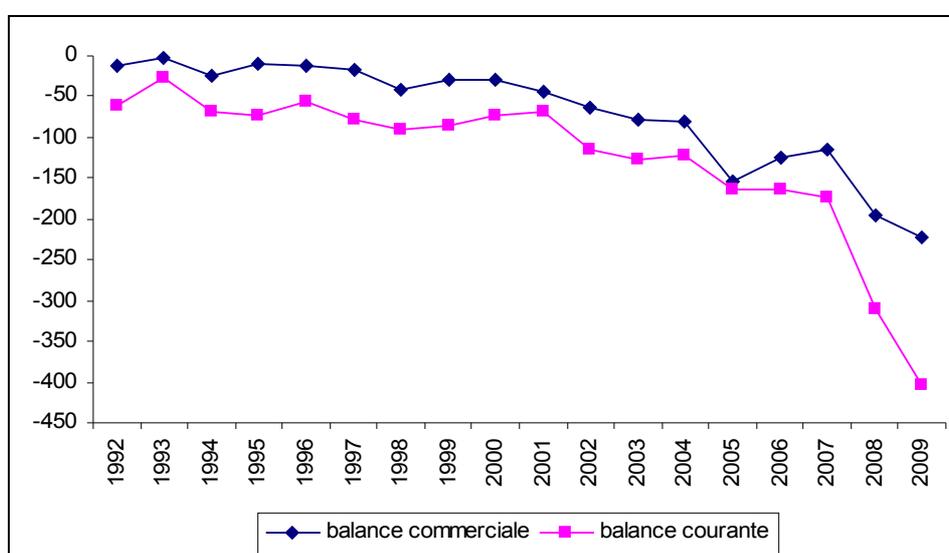
(montants en millions de FCFA)

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
Biens	-153.962	-125.668	-120.463	-195.871	-376.487
<i>dont : marchandises générales</i>	-185.514	-156.894	-150.859	-223.992	-406.033
Services Nets	-101.172	-124.432	-136.467	-210.512	-299.742
Revenus Nets	-5.012	634	-211	-8.482	- 16.324
Transferts courants Nets	95. 834	85.421	88.791	103.147	71.231
Balance des paiements courants (BPC)	-164.312	-164.045	-168.350	-311.718	-621.322
PIB nominal	1.755.048	1.859.459	2.035.387	2.404.204	2.511.800
BPC / PIB	-9,4%	-8,8%	-8,3%	-13,0%	-24,7%
BPC, hors dons /PIB	-11,9%	-11,2%	-10,5%	-15,2%	-28,9%

Source : BCEAO

Sur une longue période, les soldes de la balance commerciale et de la balance des transactions courantes présentent une évolution parallèle, comme l'illustre le graphique 2 ci-après. Cette corrélation marquée traduit pour l'essentiel l'importance des échanges de biens et du fret des marchandises dans les transactions courantes du Niger. Toutefois, un décrochage est observé à partir de 2008, en raison de l'accroissement de la consommation des autres services par les entreprises résidentes, induit par le regain d'activité dans les secteurs minier, pétrolier, des télécommunications et des bâtiments et travaux publics.

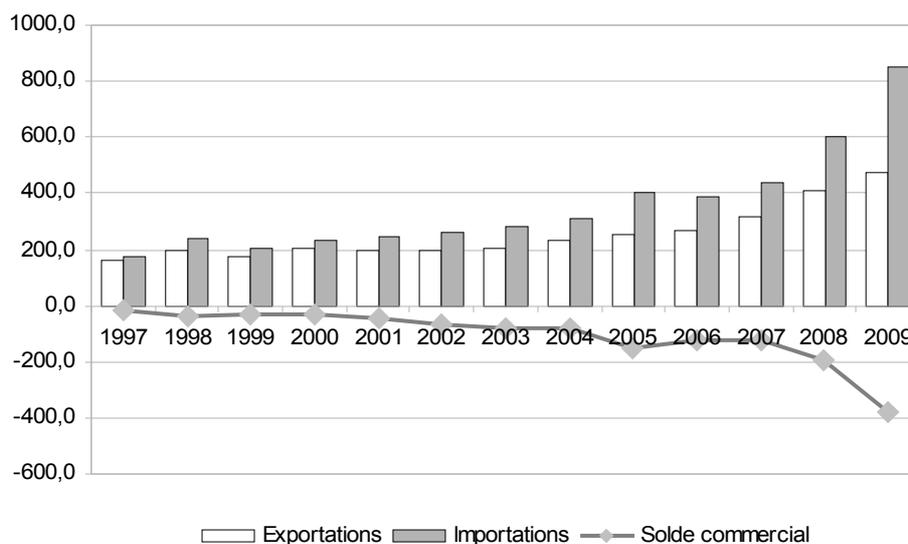
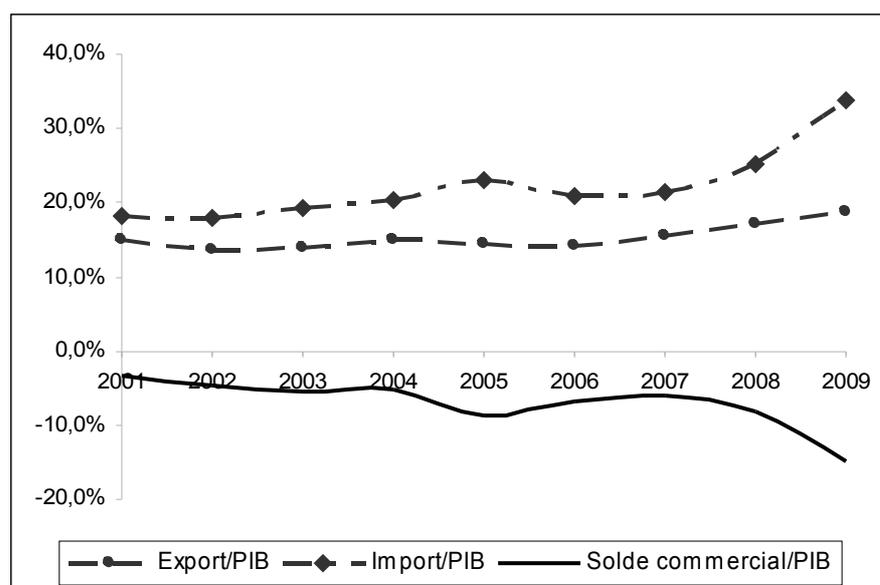
Graphique 2 : Evolution comparée de la balance commerciale et de la balance courante entre 1992 et 2009



1.1. Evolution de la balance commerciale

La tendance persistante à la dégradation du solde commercial s'est maintenue en 2009. Le déficit de la balance commerciale, qui était de 120.463 millions en 2007, s'est accentué pour atteindre 376.487 millions en 2009. Le ratio du déficit commercial, rapporté au PIB, a épousé la même tendance en passant de 8,0% en 2008 à 15,0% en 2009.

L'évolution du déficit commercial entre 2008 et 2009 résulte d'un accroissement des importations (+245.787 millions ou +40,9%) plus rapide que celui des exportations (+62.171 millions ou +15,2%). Il en est ressorti un taux de couverture des importations FOB par les exportations de 55,6%, en baisse de 12,4 points de pourcentage par rapport à 2008. Les graphiques 3 et 4 ci-après présentent l'évolution récente de la balance commerciale.

Graphique 3 : Evolution des indicateurs de la balance commerciale entre 1997 et 2009**Graphique 4** : Évolution des ratios de la balance commerciale entre 2001 et 2009

1.1.1. Exportations de biens

Le tableau 3 ci-après indique l'évolution des exportations de biens reclassés suivant les principales composantes de la 5^{ème} édition du Manuel de balance des paiements. Il en ressort un montant total des exportations de 470.701 millions en 2009 contre 408.530 millions en 2008, soit une hausse de 15,2% provenant essentiellement de la rubrique des marchandises générales (+60.694 millions), notamment les produits agropastoraux en liaison avec la hausse du prix à l'exportation. S'agissant du poste « autres biens », constitué notamment des achats de carburants par les compagnies aériennes étrangères en escale à l'Aéroport International Diiori Hamani (AIDH) de Niamey et des

expéditions d'or, il s'est également accru en ressortant à 39.537 millions en 2009 contre 38.112 millions en 2008.

Tableau 3 : Evolution des exportations selon les différents postes de biens

(Montants en millions de F CFA)

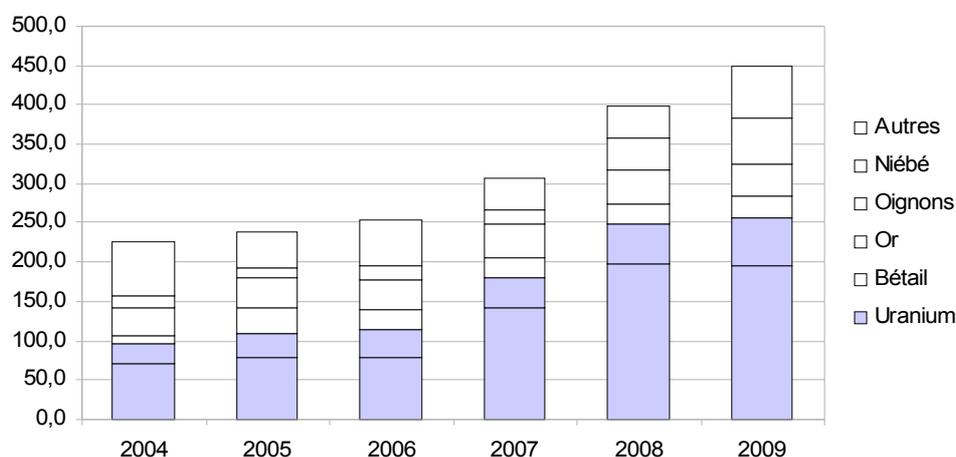
Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
Marchandises générales	209.389	230.241	281.154	370.418	431.112
Autres biens	42511	35.367	36.737	38.112	39.589
<i>dont Biens exportés pour transformation</i>	-	-	-	61	-
<i>Réparations de biens</i>	7	-	-	-	-
<i>Avitaillement</i>	8.265	11.093	11.208	11.676	10.452
<i>Or non monétaire</i>	34.239	24.274	25.529	26.375	29.137
TOTAL DES EXPORTATIONS	251.900	265.608	317.891	408.530	470.701
PIB nominal	1.755.048	1.859.459	2.035.387	2.404.204	2.511.800
Ratio des exportations / PIB	14,4%	14,3%	15,6%	17,0%	18,7%

Source : BCEAO

1.1.2. Exportations par principaux produits

L'évolution des exportations des principaux produits depuis 2001 est retracée ci-après (cf. graphique 5). Elle révèle une prédominance des produits miniers (uranium et or) et des produits agropastoraux (bétail, oignon et niébé notamment).

Graphique 5 : Evolution des exportations en valeur des principaux produits entre 2004 et 2009

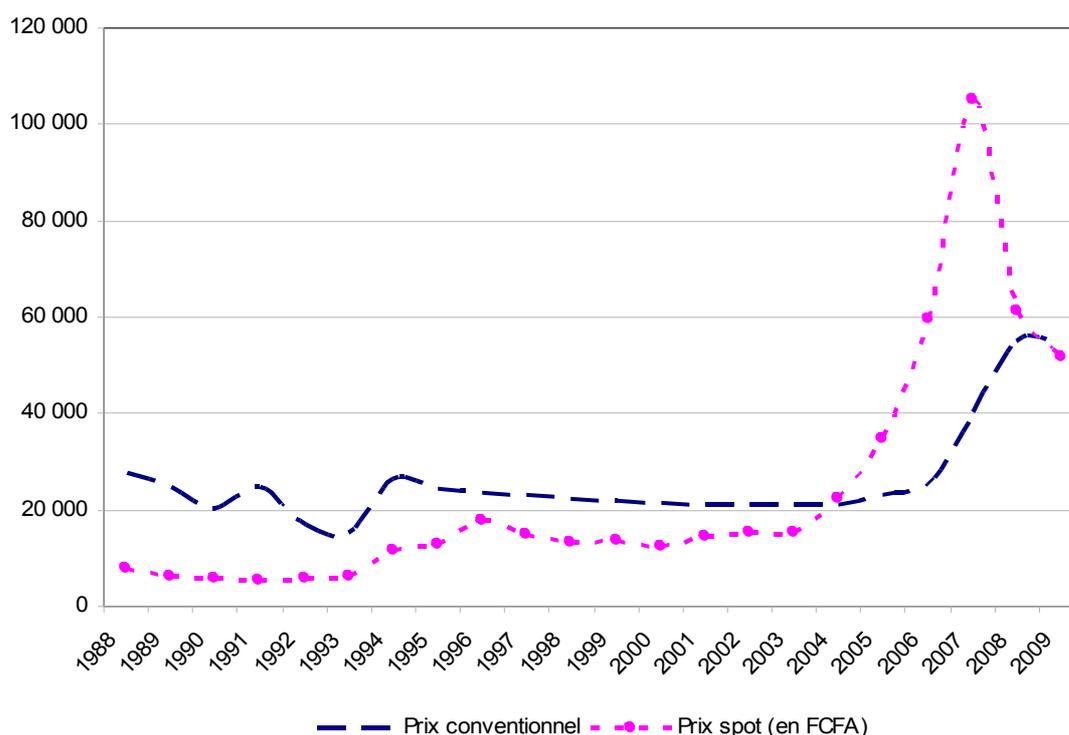


1.1.2.1. Uranium

La production d'uranium est assurée par le consortium français AREVA, à travers ses deux filiales installées au Niger, la Société des Mines de l'Air (SOMAÏR) et la Compagnie Minière d'Akouta (COMINAK). Le volume d'uranium exporté par ces deux sociétés s'est situé à 3.200,0 tonnes en 2009 contre 3.128,5 tonnes en 2008, soit une hausse de 2,3%. Quant au prix conventionnel du kilogramme, il est resté inchangé à 55.000 FCFA le kilogramme

comme en 2008. Par ailleurs, la Société de Patrimoine des Mines du Niger (SOPAMIN) poursuit la commercialisation directe d'une partie de cette quantité. Toutefois, au regard de l'impact de la crise financière sur les marchés des matières premières, le prix moyen des ventes de la SOPAMIN s'est détérioré de 11,4% pour se situer en moyenne à 76.578,9 FCFA en 2009. Dans ce contexte, les exportations d'uranium se sont établies à 195,6 milliards en 2009, après 198.188 millions enregistrés en 2008, soit une légère baisse de 1,3% imputable aux ventes de la SOPAMIN.

Graphique 6 : Evolution des prix du kilogramme d'uranium (en FCFA) entre 1988 et 2009



1.1.2.2. Or

L'or, traditionnellement analysé dans le poste « autres exportations », a fait l'objet d'une attention particulière en raison de son importance dans le total des exportations. Selon les estimations effectuées à partir des données de la Société des Mines du Liptako (SML), les exportations d'or industriel se sont situées à 1.852,3 kilogrammes en 2009, en baisse de 16,1% par rapport à leur niveau de l'année 2008. Concernant l'or issu de la production artisanale, les quantités exportées sont estimées à 918,0 kg, en hausse de 2,0% par rapport à l'année 2008. Par ailleurs, selon les informations recueillies auprès des sources officielles, le prix moyen des ventes de la production industrielle affiche une hausse de 19,8% en 2009, en liaison essentiellement avec la diminution de la part des ventes à terme qui passe d'environ 70% en 2008 à 59,2% en 2009. Concernant la production artisanale, le prix de vente s'inscrit

en hausse de 17,8% en 2009. Dans ces conditions, la valeur des exportations d'or est ressortie à 29.137 millions, en progression de 10,3% par rapport à 2008.

1.1.2.3. Bétail

Le bilan de la campagne agricole 2008/2009, publié par le Ministère du Développement Agricole (MDA), fait ressortir une production nettement supérieure à celle de 2007/2008. En effet, la production céréalière (mil, sorgho, maïs et fonio) brute s'est accrue de 27,4% pour atteindre 4.813,9 milliers de tonnes en 2009. De même, au niveau des principales cultures de rente (arachide, niébé, souchet et sésame), la production a augmenté de 65,2% pour ressortir à 1.938,4 milliers de tonnes en 2009. La production du fourrage a également épousé cette tendance. Ces résultats ont favorisé l'amélioration de la qualité des présentations sur les marchés à bétail en 2009, même s'il a été observée une baisse de la propension des paysans à déstocker. Dans ces conditions, le volume des exportations de bétail a marqué une augmentation de 17,0% par rapport à l'année 2008. Les prix ont également affiché une légère progression de 0,9%, en liaison avec l'amélioration de la qualité. La valeur des exportations de bétail marque ainsi une hausse de 21,9% pour s'établir à 60.643 millions en 2009.

1.1.2.4. Oignons

En 2009, la production de l'oignon a enregistré un net recul en raison de la faible pluviométrie qui a caractérisée la campagne agricole 2009/2010. Les quantités exportées se sont ainsi repliées de 35,7% en 2009 pour se situer à 50.685,2 tonnes. Cette contre-performance s'explique essentiellement par un effondrement des ventes au cours du deuxième semestre 2009. En effet, comparativement au même semestre de l'année précédente, le volume des exportations d'oignon a affiché une régression de 46,0%. En revanche, d'après les estimations effectuées à partir des données des marchés intérieurs, les prix à l'exportation ont connu une hausse de 3,0%, en raison d'une pression de la demande extérieure. Il en résulte un niveau d'exportations d'oignons de 40.280 millions en 2009 contre 42.090 millions en 2008, en baisse de 4,3%.

1.1.2.5. Niébé

Le commerce du niébé est essentiellement orienté vers le Nigeria. Son évaluation est notamment confrontée à une sous-estimation des exportations par les statistiques officielles, en raison d'un important commerce informel sur ce produit renforcée par la fraude douanière. En outre, l'estimation du commerce non contrôlé sur ce produit souffre d'approximation grossière, en l'absence d'enquêtes régulières sur les habitudes de consommation des ménages. Au regard de ces difficultés, il est appliqué un coefficient de redressement, représentant

8,0% de la production de niébé de la campagne agricole écoulée, afin d'obtenir les exportations de l'année 2009. Ainsi, le volume des exportations de niébé a augmenté, en liaison avec l'accroissement exceptionnel de la production lors de la campagne agricole 2008/2009. Les quantités exportées se sont situées à 123.848,2 tonnes, en hausse de 48,6% par rapport à 2008³. En revanche, les estimations du prix font ressortir une baisse de 6,9% en 2009. Cette tendance reflète pour l'essentiel l'abondance de l'offre et le retour à la normale après le niveau record atteint en 2008 dans un contexte de tensions inflationnistes. En conséquence, la valeur des exportations de niébé gagne 38,3% pour s'inscrire à 57.791 millions.

1.1.2.6. Autres exportations

Les autres produits exportés sont constitués de cuirs et peaux, de produits piscicoles, de cultures de rente (souchet, coton égrené, sésame, riz paddy, huile d'arachide et gomme arabique) ainsi que des réexportations de cigarettes, de friperies, de tissus de coton, de produits pétroliers, de véhicules et engins et de produits alimentaires (riz, pâtes alimentaires, huiles végétales, etc.). Ces exportations sont ressorties à 51.718 millions en 2009 contre 38.606 millions en 2008, soit une hausse de 34,0% imputable aux autres produits hors réexportations.

L'annexe 5 présente l'évolution des exportations de marchandises par principaux produits, telle qu'elle ressort des statistiques officielles, et des ajustements opérés. Il en ressort une hausse des exportations ajustées.

Quant au ratio du service de la dette extérieure sur les exportations⁴, il est ressorti à 4,0%, en baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à son niveau de 2008. Néanmoins, il reste largement au dessous du seuil de vulnérabilité fixé à 20%. La légère amélioration de cet indicateur résulte essentiellement de la hausse des amortissements de la dette publique et des exportations.

Tableau 5 : Evolution du service de la dette extérieure sur les exportations ajustées de marchandises générales

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
1. Exportations totales ajustées	209.389	230.241	317.891	408.530	431.112
2. Service de la dette brut*	22.600	10.539	12.300	17.500	17.381
Service de la dette/Exportations Ajustées	10,8%	4,6%	3,9%	4,3%	4,0%

* Service de la dette brut = principal + intérêts

³ Les résultats de la campagne agricole 2008/2009 indiquent une hausse de la production de niébé d'environ 55%. Toutefois, en raison des faibles capacités de conservation et de transport, l'accroissement des exportations pourrait être moins important.

⁴Ce ratio constitue un indicateur de viabilité de la dette qui évalue la part des recettes d'exportations qui sera absorbée par le service de la dette. Il permet d'apprécier la vulnérabilité des paiements d'engagement face à une baisse inattendue des recettes d'exportation.

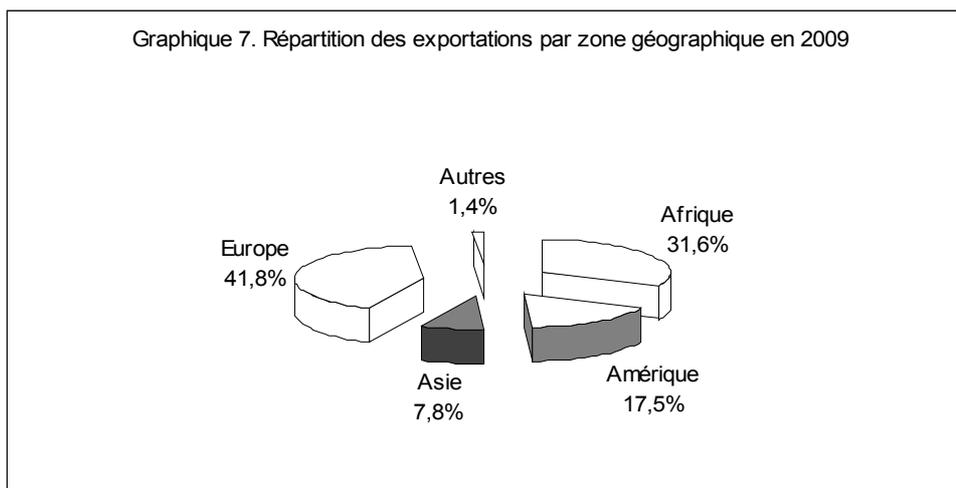
Le tableau 6, ci-après, retrace les exportations de marchandises selon les pays de destination.

Tableau 6 : Destination des exportations non ajustées (commerce général) du Niger

Destination	2008	2009	2008	2009
	Montants en millions de FCFA		Parts relatives en %	
EUROPE	160.469	162.689	45,5%	41,8%
Union Européenne dont :	142.827	144.803	40,5%	37,2%
. France	116.622	129.864	33,1%	33,4%
. Espagne	8.095	2.730	2,3%	0,7%
. Allemagne	17.642	53	5,0%	0,0%
Suisse	17.642	31.637	5,0%	8,1%
AFRIQUE	97.883	122.901	27,8%	31,6%
UEMOA dont :	7.587	37.112	2,2%	9,5%
. Bénin	1.676	17.137	0,5%	4,4%
. Burkina Faso	1.682	5.904	0,5%	1,5%
. Côte d'Ivoire	6.866	1.555	1,9%	0,4%
. Guinée Bissau	0	375	0,0%	0,1%
. Mali	64	4.145	0,0%	1,1%
. Sénégal	14	990	0,0%	0,3%
. Togo	100	7.006	0,0%	1,8%
Nigeria	80.295	80.552	22,8%	20,7%
Ghana	8.837	3.756	2,5%	1,0%
Autres	1.164	1.481	0,3%	0,4%
AMERIQUE	48.612	67.952	13,8%	17,5%
USA	46.578	67.952	13,2%	17,5%
Canada	379	0	0,1%	0,0%
Autres	1.655	0	0,5%	0,0%
ASIE dont	40.049	30.269	11,4%	7,8%
Japon	32.997	30.019	9,4%	7,7%
AUTRES PAYS	5.318	5.586	1,5%	1,4%
TOTAL	352.331	389.397	100,0%	100,0%

Source : Institut National de la Statistique (INS) et BCEAO, données provisoires à fin octobre 2009, avec prise en compte des résultats de la quatrième réunion du Comité chargé de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA.

L'analyse des données du tableau 6 fait ressortir une nette progression de la part des exportations à destination de l'Afrique et de l'Amérique et un repli de celle en faveur de l'Asie. Toutefois, l'Europe demeure le premier marché à l'exportation du Niger en absorbant 45,3% de ses ventes en 2009, suivie de l'Afrique (34,2%) et de l'Amérique (18,9%).



Le maintien de l'Europe à sa place de premier client du Niger s'explique par l'accroissement du volume de l'uranium exporté en direction de ce continent. Les exportations d'or, essentiellement orientées vers la Suisse, contribuent également à la consolidation de cette prédominance.

Quant à l'Afrique, elle renforce sa place de deuxième partenaire à l'exportation, avec une progression de 6,4 points de pourcentage en 2009. Cette situation est due essentiellement à la bonne tenue des prix des produits agropastoraux exportés (bétail et niébé notamment), en dépit des sous-estimations constatées au niveau des données officielles⁵.

Ainsi, le Nigeria retrouve sa place habituelle de deuxième client après la France et principal débouché pour le bétail et le niébé avec 22,4% du chiffre d'affaires total en 2009.

En ce qui concerne les transactions avec les pays membres de l'UEMOA, les données ont été corrigées des différentes asymétries⁶ relevées entre les pays de l'Union. Il ressort que ces pays ont accueilli 10,3% des exportations en 2009 contre 2,2% en 2008. Les produits vendus dans l'UEMOA sont principalement constitués d'oignons et du bétail, notamment à destination du Bénin, du Burkina Faso et du Mali.

L'effet prix sur les ventes d'uranium a également renforcé la position de l'Amérique, qui passe ainsi en troisième position devant l'Asie. En effet, en ressortant à 67.952 millions, les exportations à destination de l'Amérique, dominées par les expéditions d'uranium vers les Etats-Unis, enregistrent une hausse relative de 5,6 points de pourcentage.

⁵ En effet, les flux non-contrôlés, qui portent principalement sur les produits du cru, constituent une part importante des ventes du Niger en direction de ses partenaires de la sous-région.

⁶ Les asymétries dans les statistiques du commerce extérieur intra-UEMOA biaisent l'analyse de la balance des paiements régionale qu'élabore la BCEAO. Afin d'y remédier, la Banque Centrale a mis en place une Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA.

1.1.2. Importations

Le tableau 7 ci-dessous présente l'évolution des importations FOB de biens reclassés suivant les principales composantes de la 5^{ème} édition du Manuel de balance des paiements.

Tableau 7 : Evolution des importations FOB de biens

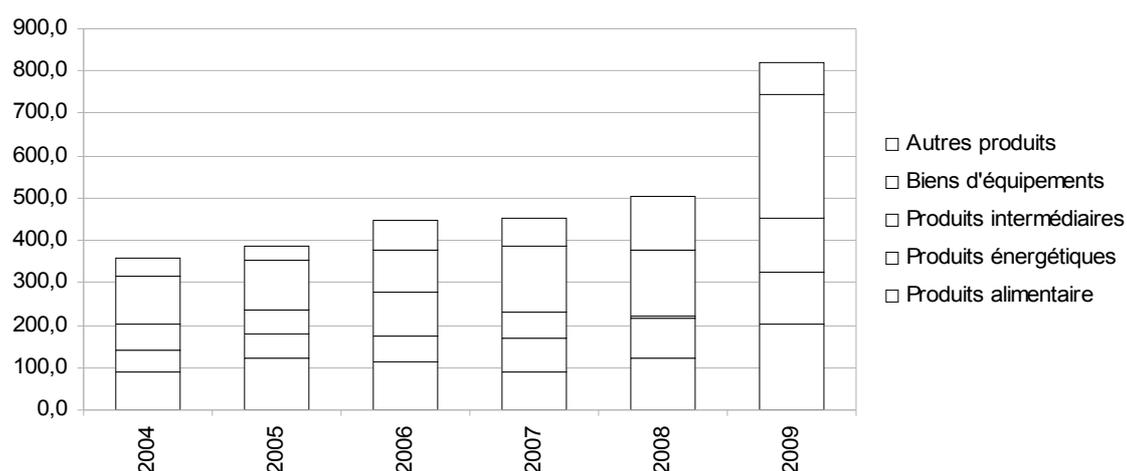
(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
Marchandises générales	394.903	387.135	432.013	594.410	849.835
Biens importés pour transformation	-	-	-	-	-
Réparations de biens	497	406	342	187	450
Avitaillement	10.462	3.735	5.999	9.804	9.593
Or non monétaire	-	-	-	-	-
Total importations fob de biens	405.862	391.276	438.354	604.401	847.188
PIB nominal	1.755.048	1.859.459	2.035.387	2.404.204	2.511.800
Importations fob de biens /PIB	23,1%	21,0%	21,5%	25,1%	33,7%

Source: Calculs effectués par la BCEAO à partir des données de l'INS et des résultats d'enquêtes.

L'évolution des importations CAF par grands groupes de produits est, quant à elle, retracée dans le graphique 8 ci-dessous à partir des données de l'annexe 6.

Graphique 8 : Evolution des importations en valeur par grands groupes de produits de 2004 à 2009



La décomposition de ces groupes de produits (annexe 7) a permis de faire ressortir, en détail, l'évolution des principaux produits importés au Niger. Les biens d'équipement constituent le groupe prédominant, avec 35,7% du total des achats à l'extérieur, suivis des

produits alimentaires et énergétiques et des biens intermédiaires. L'accroissement des importations des biens intermédiaires et d'équipement est en ligne avec l'intensification des investissements dans les secteurs minier et pétrolier ainsi que ceux de télécommunication et de BTP. Quant à la hausse des factures alimentaire et énergétique, elle est induite par l'envolée des cours et des quantités de ces denrées sur le marché mondial.

Comme l'indique le tableau 8, la zone Asie demeure la principale source d'approvisionnement du Niger, avec 36,4% de la valeur totale des importations au titre de l'année 2009. Elle est suivie par l'Europe et l'Afrique avec respectivement 27,8% et 22,8% des marchandises importées. Quant à l'Amérique, elle a livré 6,6% des importations du Niger.

L'Asie fournit pour l'essentiel des appareils électroniques, des biens d'équipement, des céréales, des produits pétroliers, du matériel de bureau, des textiles, des friperies et du thé. Les importations de produits asiatiques sont ressorties à 298.584 millions en 2009 contre 173.609 millions en 2008. Cette augmentation est essentiellement tirée par les importations en biens d'équipement et intermédiaires destinés aux sociétés pétrolières et minières chinoises dont la part est passée de 12,3% en 2008 à 25,9% en 2009.

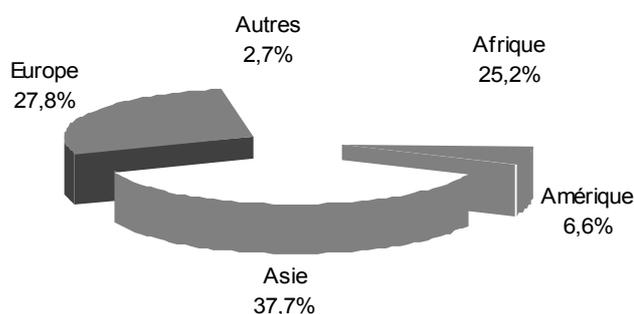
Quant aux importations en provenance de l'Europe, elles sont constituées pour l'essentiel des produits pétroliers, pharmaceutiques et laitiers, des cigarettes, du matériel de télécommunication, des appareils de précision, des véhicules d'occasion et des produits de conserve. Elles ont augmenté de 27,8%, pour ressortir à 228.505 millions à fin décembre 2009 contre 174.093 millions en 2008.

Au niveau du continent africain, 64,0 % des marchandises proviennent de la Zone UEMOA. Les importations de cette zone sont principalement composées du ciment, des huiles de cuisine, de céréales et des fruits et légumes. L'ensemble des approvisionnements en provenance de la Zone UEMOA ont augmenté de 1,6 point de pourcentage, pour s'établir à 132.359 millions à fin décembre 2009. Ces transactions sont dominées par le Bénin (30,4%), suivi de la Côte d'Ivoire (27,2%) et du Togo (20,4%).

Tableau 8 : Orientation géographique des importations sur la base des statistiques officielles

Pays de provenance	2008	2009	2008	2009
	Montants en millions de FCFA		Parts relatives en %	
EUROPE	174.093	228.505	30,5%	29,4%
Union Européenne dont :	163.155	214.795	28,6%	27,7%
. France	69.702	91.763	12,2%	11,8%
. Royaume-Uni	17.339	22.827	3,0%	2,9%
. Allemagne	12.021	15.826	2,1%	2,0%
. Pays-Bas	40.319	53.080	6,7%	6,8%
. Espagne	4.678	6.159	0,8%	0,8%
. Italie	6.082	8.007	1,1%	1,0%
. Autres pays EU	13.014	17.133	2,3%	1,9%
Autres pays d'Europe	10.939	14.401	1,9%	1,7%
AFRIQUE	140.440	186.966	24,6%	24,1%
UEMOA dont :	82.738	132.359	14,5%	17,0%
. Bénin	6.022	40.202	1,1%	5,2%
. Burkina Faso	10.952	15.563	1,9%	2,0%
. Côte d'Ivoire	31.602	36.046	5,5%	5,4%
. Guinée Bissau	0	0	0,0%	0,0%
. Mali	2.235	8.790	0,4%	1,1%
. Sénégal	4.701	4.751	0,8%	0,6%
. Togo	27.227	27.007	4,8%	3,5%
Nigéria	26.040	38.760	4,6%	5,0%
Ghana	7.875	6.091	1,4%	0,8%
Autres pays d'Afrique	23.787	9.756	4,2%	1,3%
AMERIQUE dont	64.931	53.780	11,4%	6,9%
USA	42.569	35.469	7,5%	4,6%
Canada	3.088	2.558	0,5%	0,3%
Autres	19.274	15.753	3,4%	2,0%
ASIE dont	173.609	298.584	30,4%	38,5%
Japon	20.340	27.225	3,6%	3,5%
Pakistan	17.836	10.291	3,6%	1,3%
Rép. Pop. Chine	70.143	212.306	12,3%	27,3%
Inde	13.017	0	2,3%	2,4%
Thaïlande	19.205	17.535	3,4%	2,3%
Autres	25.321	38.668	4,4%	1,5%
AUTRES PAYS	17.518	7.842	3,1%	1,1%
TOTAL	570.591	820.528	100,0%	100,0%

Source : INS, données provisoires à fin octobre 2010, avec prise en compte des résultats de la troisième réunion du Comité chargé de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA.

Graphique 9 : Parts des principaux pays partenaires à l'importation (en 2009)

1.2. Balance des services

Le solde des services s'est dégradé de 89.230 millions, pour ressortir déficitaire de 299.742 millions en 2009. Cette situation est imputable aux évolutions des postes « transports », principalement le fret, « divers services aux entreprises » et « services personnels, culturels et relatifs aux loisirs ».

L'alourdissement de la facture des transports est essentiellement imputable à l'accroissement du fret des marchandises, en liaison avec la hausse des importations, conjuguée à l'envolée du prix du carburant, qui constitue l'essentiel du coût du transport. Ce poste demeure le plus important en raison de l'enclavement du pays et de l'augmentation continue des importations. Quant à la consommation des autres services extérieurs (frais de mission et de formation à l'étranger, services de consultation et des BTP, etc.), elle a également connu une progression significative. La poursuite des grands chantiers miniers et pétroliers, des travaux de construction d'un deuxième pont à Niamey et du barrage de Kandadji, ainsi que l'intensification des activités dans le domaine des télécommunications expliquent l'essentiel de cette demande.

1.2.1. Transports

En liaison avec l'évolution du fret, le solde déficitaire des transports s'est dégradé, passant de 173.557 millions en 2008 à 248.019 millions en 2009, sous l'effet de l'accroissement du volume des importations et de l'envolée du prix du carburant. Les dépenses nettes au titre du fret et des assurances, qui en sont la composante essentielle, se sont chiffrées à 237.328 millions, marquant une hausse de 74.046 millions ou 45,4% par rapport à l'année 2008.

Tableau 9 : Evolution du poste "transports"

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
Transports	-108.036	-113.908	-125.808	-173.557	-224.439
- passagers	- 5.693	-5.434	-7.509	-10.567	-13.186
- Fret	-102.714	-108.756	-118.528	-163.242	-237.328
- Autres	371	282	229	252	120
Importations CAF de marchandises	-497.569	-496.326	-550.541	-759.672	-1.116.328
Fret/Importations. CAF	20,6%	21,9%	21,5%	21,5%	21,3%

Source : BCEAO

1.2.2. Voyages

Le poste « voyages » est ressorti excédentaire de 5.785 millions en 2009 contre 4.652 millions un an plus tôt. Cette situation est essentiellement imputable à l'évolution du poste « voyage à titre professionnel ». Ce poste, habituellement dominé par les dépenses des travailleurs saisonniers et frontaliers, a été influencé par l'afflux d'opérateurs des secteurs minier et pétrolier à partir de l'année 2008.

Tableau 10 : Evolution du poste "voyages"

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
Voyages	+ 6.763	+4.432	+4.989	+4.652	+5.785
- à titre professionnel	+ 5.389	+2.443	+2.800	+5.207	+3.949
- à titre personnel	+1.374	+1.989	+2.189	-555	+1.836

Source : BCEAO

1.2.3. Autres Services

Le solde de ce poste est ressorti déficitaire de 57.580 millions en 2009 contre 43.032 millions en 2008, soit une aggravation de 14.548 millions. Cette évolution est essentiellement imputable à la hausse des règlements des services de bâtiments et travaux publics au profit de non-résidents au titre des services d'ingénierie en liaison avec l'installation de plusieurs entreprises dans les secteurs minier, pétrolier et des télécommunications.

La ventilation du solde des autres services suivant les rubriques de la 5^{ème} édition du Manuel de balance des paiements a permis de distinguer, pour l'année 2009, les services nets payés au titre des assurances, de la communication, des BTP et des divers services spécialisés requis par les entreprises nigériennes à l'extérieur. Le tableau 11 ci-après présente l'évolution détaillée de cette catégorie de services.

Tableau 11. Evolution des autres services

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
- Services d'assurance	-2.122	-3.226	-4.500	-6.580	-7.074
- Autres services aux entreprises	+1.338	-8.702	-9.379	-16.540	-14.226
- Services de communication	+5.099	+2.928	+1.495	+333	-1.710
- Services de bâtiments et travaux publics	-15.154	-2	-5.000	-18.738	-25.985
- Services fournis ou reçus par les administrations publiques	+311	+2.492	+2.587	+1.425	+72
- Divers	+10.629	-8.448	-1.488	-2.932	-10.585
Autres services	-210	-14.956	-16.285	-43.032	-57.580

Source : BCEAO

1.3. Revenus nets

Les revenus reçus et versés par le Niger au reste du monde se décomposent en revenus du travail, constitués exclusivement des revenus des salariés et des revenus d'investissements ventilés en investissements directs, en intérêts dus au titre de la dette extérieure et en revenus divers émanant des investissements en capital.

Le solde des revenus s'est dégradé de 7.840 millions, pour s'établir à -16.324 millions, en liaison avec l'accroissement des paiements d'intérêts et de versements de dividendes par les sociétés minières et celles des télécommunications, plus importante que celles des salaires versés par les non résidents aux résidents.

Tableau 12 : Évolution des revenus

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
Total des revenus	-5.012	634	-211	-8.484	-16.324
dont revenus des salariés	9.709	14.120	14.564	14.835	15.085

Source : BCEAO

Les revenus des salariés, constitués des rémunérations des organismes non-résidents au personnel recruté localement et les revenus des travailleurs saisonniers, se sont situés à 15.085 millions contre 14.835 millions un an plus tôt.

Quant aux revenus des investissements, leur solde a enregistré une dégradation de 8.092 millions entre 2008 et 2009, en ressortant à -31.409 millions. Ce résultat est principalement imputable à la hausse de 1.781 millions des revenus des investissements directs, traduisant ainsi une augmentation des paiements nets afférents aux engagements extérieurs. Les versements de dividendes par les sociétés minières et celles des télécommunications constituent l'essentiel de ces flux. S'agissant des intérêts de la dette extérieure, ils se sont établis à 4.781 millions en 2009 contre 3.700 millions en 2008. Il en

résulte un ratio des intérêts de la dette publique extérieure sur le total des revenus d'investissements de 15,2%, en baisse de 3,0 points de pourcentage par rapport à 2008.

Tableau 13 : Evolution des revenus nets des investissements

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
Total des revenus des investissements	-14.721	-13.486	-14.775	-23.317	-31.409
. Revenus des investissements directs	-3.800	-6.704	-10.618	-23.345	-23.126
. Intérêts sur la dette extérieure	- 8.000	-2.933	-2.700	-3.700	-4.781
. Autres revenus du capital	-596	-1.179	-1.457	3.728	-3.502
Intérêts de la dette extérieure/ Total des revenus des investissements	56,1%	54,3%	21,7%	18,2%	15,2%

Source : BCEAO

1.4. Transferts courants

Les deux principales composantes de ce poste sont les transferts courants publics et les transferts courants privés effectués en faveur des autres secteurs. Les transferts courants publics comprennent les aides budgétaires, les aides alimentaires et les autres dons courants en nature destinés notamment aux secteurs de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et de la défense. S'agissant des transferts courants des autres secteurs, ils sont pour l'essentiel constitués des envois de fonds des travailleurs et des subventions reçues par les ONG.

Les aides budgétaires mobilisées en 2009 sont ressorties à 5.900 millions contre 35.600 millions en 2008. S'agissant des aides, en espèces et en nature, elles sont évaluées à 4.500 millions en 2009. Les transferts destinés aux ménages et aux ONG ont stagné, sous l'effet de la récession économique dans les pays développés. Au total, la balance des transferts courants, privés et publics, s'est dégradée de 31.916 millions pour se situer à 71.231 millions en 2009.

Tableau 14 : Evolution des transferts courants

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
- Transferts courants des Adm. Publ.	58.403	43.853	44.781	53.577	17.298
- Transferts courants des autres secteurs	37.431	41.568	44.010	49.570	53.933
. dont envois de fonds des travailleurs	9.838	11.419	14.833	17.149	21.046
Total des transferts courants	54.877	95.834	85.421	103.147	71.231

Source : BCEAO

II - COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le solde du compte de capital et d'opérations financières, calculé selon l'optique BCEAO, s'est situé à 536.260 millions contre 390.139 millions en 2008, en progression de 140.120 millions. Cette évolution résulte d'une amélioration du compte de capital et de celui des opérations financières.

2.1. Compte de capital

Les deux principales composantes du compte de capital sont les « transferts en capital » et les « cessions ou acquisitions d'actifs non financiers non produits ». Le solde global de ce compte s'est situé à 120.358 millions en 2009 contre 238.272 millions en 2008. Ce recul s'explique par l'absence de cession d'actifs contrairement à l'année 2008 où il a été enregistré des fonds au titre du bonus de signature du contrat pétrolier de partage de production.

Tableau 15 : Evolution du compte de capital

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
- Transferts de capital Adm. Publ.	95.475	871.988	94.438	110.881	109.169
. Remise de dette	18.200	794.513	0	0	3.669
. Autres transferts	77.103	77.282	94.349	110.881	105.500
- Transferts des autres secteurs	3.854	7.056	6.929	4.016	11.227
Total des transferts de capital	99.329	879.044	101.367	114.897	120.396
Acquis. ou cess. d'actifs non financiers non produits	-	30.400	27.480	123.375	-38
Total compte de capital	99.329	909.444	128.847	238.272	120.358

Source : BCEAO

2.2. Balance des opérations financières

S'agissant du solde du compte d'opérations financières, il s'est situé à 418.273 millions en 2009 contre 151.867 millions en 2008. Cette évolution s'explique essentiellement par la hausse des investissements directs étrangers. En effet, les flux d'investissements directs étrangers se sont chiffrés à 345.407 millions en 2009 contre 141.531 millions en 2008, traduisant ainsi le bon déroulement des activités minières et pétrolières, en dépit des tensions politiques qui ont marqué le deuxième semestre de l'année 2009.

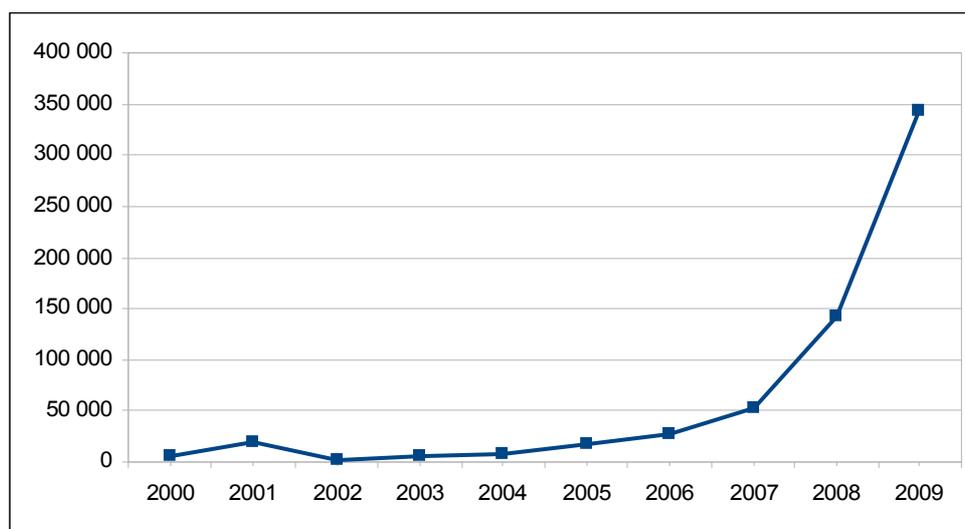
Tableau 16 : Evolution des opérations financières

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
- Investissements directs	18.311	26.941	57.984	141.531	345.407
- Investissements de portefeuille	22.018	-2.019	-2.994	-5.450	7.409
- Autres investissements	45.333	-673.636	61.546	15.786	65.457
Total des opérations financières	85.662	-648.714	116.536	151.867	418.273

Source : BCEAO

Comme l'indique le graphique 9 ci-après, le profil des investissements directs étrangers (IDE) a présenté une tendance haussière continue à partir de 2002, traduisant le dynamisme du secteur des télécommunications et l'intensification des activités aurifères dont l'exploitation a commencé en octobre 2004. Cette évolution s'est consolidée à partir de 2006, en liaison avec le regain des investissements dans les secteurs minier et pétrolier.

Graphique 10 : Evolution des investissements directs étrangers (IDE) entre 2000 et 2009

2.3. Financement exceptionnel

Conformément aux recommandations de la 5^{ème} édition du Manuel de balance des paiements, le financement exceptionnel n'a pas été retenu comme rubrique de balance des paiements. Les différentes rubriques qui le composent sont en effet ventilées au niveau du poste « Transferts de capital » pour les remises de dettes et « Autres investissements » pour les arriérés de paiements, les rééchelonnements et les autres financements.

Le niveau du financement exceptionnel s'est établi à 3.669 millions en 2009 contre 22.398 millions en 2008. Cette évolution traduit essentiellement la baisse du montant des remises de dette.

Tableau 17 : Évolution du financement exceptionnel

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
1. Remise de dettes	18.200	21.800	24.329	18.898	3.669
2. Rééchelonnement	3.300	3.000	3.500	3.500	3.300
. Dette existante	3.300	3.000	3.500	3.500	3.300
. Arriérés	-	-	-	-	-
3. Variation d'arriérés	-	-	-	-	-
. Accumulation d'arriérés	-	-	-	-	-
. Remboursement d'arriérés	-	-	-	-	-
4. Annulation d'arriérés	-	-	-	-	-
5. Autres	-	-	-	-	-
Total financement exceptionnel	21.200	24.800	27.829	22.398	6.969

III - EVOLUTION DES COMPTES MONETAIRES

Les flux générés par les opérations courantes et les mouvements de capitaux non monétaires déterminent le solde global de la balance des paiements. Ils retracent de façon agrégée l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les avoirs et engagements extérieurs du secteur monétaire. Ainsi, une variation négative des avoirs extérieurs nets (AEN) du système bancaire correspond à un déficit de la balance des paiements tandis qu'une amélioration des avoirs extérieurs nets traduit un excédent.

Pour l'année 2009, les avoirs extérieurs nets du secteur monétaire ont diminué de 91.179 millions en passant de 284.981 millions en 2008 à 193.802 millions en 2009. L'évolution à la baisse du cours du DTS par rapport au franc CFA, d'une année à l'autre, s'est traduite par une augmentation des engagements bruts de la Banque Centrale vis-à-vis du FMI à hauteur de 1.425 millions⁷. Le flux enregistré en balance des paiements a été corrigé de cette variation.

⁷ Le DTS s'est, en effet, déprécié de 1,7%, passant de 726,0 FCFA au 31 décembre 2008 à 713,8 FCFA au 31 décembre 2009.

Traitement des allocations de DTS en balance des paiements

Les dispositions de la cinquième édition du Manuel de la Balance des paiements actuellement en vigueur précisent que les allocations de DTS ne sont pas considérées comme un engagement envers le FMI. Elles ne résultent pas, de ce fait, d'une transaction économique au sens de la balance des paiements. Lorsque le pays bénéficiaire utilise les DTS alloués pour des opérations en DTS avec le FMI ou les autres Etats (acquisitions de devises, remboursements de dettes, accords de prêts, etc.), la variation ainsi engendrée sera inscrite en balance des paiements. Dans ce cas, le niveau des DTS détenus se situera en dessous du montant des allocations, générant ainsi des versements de commissions au FMI.

Les DTS alloués viennent cependant renforcer le stock des réserves internationales du pays. Ils permettent donc d'améliorer la position extérieure globale nette de l'Etat concerné.

Ainsi, dans le cas des pays de l'Union, l'allocation de DTS améliorera, à hauteur du montant alloué, les réserves internationales et la position extérieure globale nette, dans la mesure où elle n'est pas utilisée pour des transactions en DTS.

En ce qui concerne la rétrocession de la contre-valeur en FCFA, elle ne figurera pas dans la balance des paiements puisqu'elle concerne un pays et sa Banque Centrale. Par ailleurs, cette opération ne devrait pas générer de versements de commissions par les Etats ou la Banque Centrale, étant donné qu'elle ne se traduira pas par des transactions en DTS qui auraient un impact sur le niveau des DTS détenus.

3.1. Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale sont passés de 297.259 millions en 2008 à 296.990 millions en 2009, soit une diminution de 76.620 millions. Le tableau 18 ci-après donne l'évolution des avoirs et engagements officiels depuis 2005 :

Tableau 18 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009	2008/2009
Avoirs extérieurs	140.705	183.563	262.461	334.711	296.990	-37.721
Position de réserve	8.379	5.286	4.306	8.572	4.645	-3.927
DTS détenus	168	60	30	696	38.757	-38.061
Avoirs en devises	132.158	178.217	258.125	325.443	253.568	-71.875
Autres créances	254	-	-	-	-	-
Engagements extérieurs	73.797	15.198	21.740	37.452	72.800	35.348
Recours aux crédits FMI	70.972	13.206	17.871	23.885	25.833	1.948
Banques et institutions étrangères	2.412	1.215	2.635	6.793	2.030	-4.763
Engagements en monnaies étrang.	-	-	-	-	-	-
Autres Dépôts Etrangers	-	-	-	-	-	-
Transferts à exécuter	413	777	1.234	2.954	10	-2.944
Avoirs extérieurs nets	66.908	168.365	240.721	297.259	224.190	-73.069

Source : BCEAO

Il apparaît du tableau 18 ci-dessus que la baisse des avoirs officiels nets en 2009 provient essentiellement de la diminution des avoirs en devises de 71.875 millions, partiellement compensée par la hausse des engagements bruts à hauteur de 35.348 millions.

3.2. Avoirs et engagements extérieurs des autres institutions monétaires

Les avoirs extérieurs nets des banques se sont dégradés de 18.110 millions en passant de -12.453 millions en 2008 à -30.388 millions en 2009. Cette situation résulte de la baisse des avoirs bruts de 2.983 millions et de la hausse des engagements bruts de 15.127 millions. Le tableau ci-après retrace l'évolution décrite ci-dessus :

Tableau 19 : Evolution des avoirs et engagements des banques

RUBRIQUES	<i>(Montants en millions de F CFA)</i>		
	2008	2009	2008/2009
Avoirs	70.516	67.533	-2.983
Engagements	-82.794	-97.921	-15.127
Position monétaire extérieure (1)	-12.453	-30.388	-18.110

Source : BCEAO

(1) Le signe (-) traduit une position extérieure débitrice. Le signe (+) traduit une position extérieure créditrice.

En définitive, l'ensemble des évolutions concernant le secteur monétaire s'est traduit par une dégradation de 91.179 millions imputable à une baisse simultanée des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et des banques. La prise en compte de la contrepartie nette négative des réévaluations d'engagements officiels du Niger vis-à-vis du FMI conduit à un solde global de la balance des paiements déficitaire de 89.754 millions en 2009 contre un solde excédentaire de 72.696 millions en 2008.

Tableau 20 : Evolution des avoirs extérieurs nets (AEN)

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
Variation des AEN de la BC	-17.916	-101.457	-72.357	-60.359	73.069
Variation des AEN du sect. Banc.	5.327	13.666	3.196	-11.898	18.110
Solde monétaire	-12.589	-87.791	-69.161	-72.257	91.179
Réévaluation	189	508	810	-439	-1.425
Solde global de la balance des paiements	12.400	87.283	68.351	72.696	-89.754

Source : BCEAO

IV – POSITION EXTERIEURE GLOBALE A FIN 2009

A la différence de la balance des paiements qui enregistre des flux financiers et non financiers entre les résidents et les non-résidents, la position extérieure globale (PEG) recense l'encours des créances et des engagements financiers des résidents vis-à-vis des non-résidents au 31 décembre de chaque année. La PEG représente un état de patrimoine

et a pour objectif de retracer, de manière aussi exhaustive que possible, l'ensemble des actifs et des passifs d'un pays (les résidents) vis-à-vis de l'extérieur (les non-résidents). Elle complète les informations fournies par la balance des paiements, en rendant compte des variations de prix et de taux de change qui affectent l'évaluation du stock des avoirs et engagements entre le début et la fin de l'année.

A fin 2009, la PEG s'est située à -763.254 millions contre un solde de -374.916 millions un an plus tôt, soit une détérioration de 388.338 millions. Ce résultat traduit un accroissement des engagements plus rapide que celui des avoirs, en liaison principalement avec l'accumulation des capitaux privés étrangers.

Les avoirs et engagements financiers de l'économie nigérienne vis-à-vis du reste du monde se présentent comme ci-après à fin 2009 :

Tableau 21 : Evolution de la position extérieure globale

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques de la PEG	2007	2008	2009
A– Avoirs	345.265	460.689	419.885
Investissements directs à l'étranger	2.237	6.089	34.069
Investissements de portefeuille	8.548	21.931	17.983
Autres investissements	72.019	97.958	70.843
Avoirs de réserve	262.461	334.711	296.990
<i>Dont position de réserve au FMI</i>	4.306	8.572	4.665
B – Engagements	556.665	833.605	1.183.139
Investissements directs de l'étranger dans l'écon.	123.273	294.019	639.426
Investissement de portefeuille	1.174	749	5.577
Autres investissements	432.218	538.837	538.136
<i>Dont encours de la dette publique extérieure</i>	302.480	369.165	409.311
Position extérieure nette (A-B)	-211.400	-374.916	-763.254

Source : BCEAO

N.B. : il subsiste une différence entre les flux enregistrés dans la balance des paiements et la variation de la position extérieure globale liée essentiellement aux fluctuations de l'échantillon des unités déclarantes.

Les avoirs bruts recensés sous forme d'investissements directs, d'investissements de portefeuille, de créances commerciales ou d'avoirs en devises officielles se sont établis à 419.885 millions en 2009, en baisse de 40.804 millions par rapport à 2008. Cette évolution résulte de la diminution de 37.721 millions des avoirs de réserves, de 27.115 millions des autres investissements et de 3.948 millions des investissements de portefeuille. Toutefois, cette baisse a été atténuée par l'augmentation des investissements directs à l'étranger.

Quant aux engagements bruts, ils ont été évalués à 1.183.139 millions en 2009 contre 833.605 millions en 2008, en progression de 349.534 millions essentiellement imputable à la hausse des investissements directs étrangers (+345.407 millions).

Des évolutions ci-dessus, il résulte une détérioration de la position extérieure débitrice du Niger qui passe ainsi de 374.916 millions à 763.254 millions entre 2008 et 2009.

V. TABLEAUX DE CONCORDANCE DES STATISTIQUES MONÉTAIRES ET DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Les tableaux 22 et 23 ci-après permettent de réconcilier les données relatives aux avoirs et engagements extérieurs du système bancaire telles qu'elles ressortent des statistiques monétaires⁸ et de la balance des paiements.

Tableau 22 : Tableau de réconciliation IFS - balance des paiements et avoirs extérieurs de la Banque Centrale en 2009

(Montants en millions de FCFA)

	2008	2009
AVOIRS EXTERIEURS		
Selon I.F.S. ligne 11	330.900	298.500
Ajustements*	3.811	-1.510
Total des avoirs balance des paiements	334.711	296.990
ENGAGEMENTS EXTERIEURS		
Selon I.F.S. ligne 16.c	30.600	34.043
Recours au crédit du FMI		
selon I.F.S.	23.700	20.800
selon balance des paiements	23.885	25.833
Ajustements*	3.216	-1.137
Total des engagements balance des paiements	33.631	27.873

* Pour tenir compte des écarts dus aux différences des cours du DTS appliqués dans les I.F.S. (fin décembre) et par la Banque Centrale (moyenne annuelle).

Source : BCEAO

La comparaison des données monétaires contenues dans la base du Fichier des Situations des Établissements de Crédit (FISEC) et celles issues de la balance des paiements a pu être effectuée en tenant compte des éléments entrant dans le calcul de chacune des deux catégories de statistiques. S'agissant des avoirs de la Banque Centrale indiqués au tableau 22, ils sont ressortis en dessous des niveaux relevés dans les IFS. Il en résulte des écarts de -1.510 millions pour les avoirs et -1.137 millions pour les engagements.

⁸ Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du manuel des statistiques monétaires, les avoirs en devises sont désormais évalués au cours du marché. Cette procédure a été utilisée à partir de 2005 contrairement aux années précédentes où ils étaient évalués au 30 avril.

Tableau 23 : Tableau de réconciliation IFS - balance des paiements des avoirs et engagements des autres institutions monétaires en 2009
(Montants en millions de FCFA)

	2008	2009
AVOIRS		
Statistiques monétaires (données FISEC)	74.744	67.390
Valeur à l'encaissement non disponible	-3.208	0
Titres d'investissement	-7.575	-8.362
Titres de placement	-8.423	-13.070
Billets externes UMOA	-3.456	-1.949
Débiteurs divers	0	-2.250
Ajustements *	13.958	15.984
Total des avoirs balance des paiements	<u>38.124</u>	<u>25.775</u>
ENGAGEMENTS		
Statistiques monétaires (données FISEC)	80.990	84.177
Comptes exigibles après encaissement	-2.700	-3.209
Ajustements	-10.695	-13.770
Total des engagements balance des paiements	<u>67.595</u>	<u>67.198</u>

* L'ampleur des ajustements en 2008 et 2009 traduit pour l'essentiel la non prise en compte des titres d'investissement et de placement dans les avoirs en balance des paiements.

Source : BCEAO

Il ressort du tableau 23 ci-dessus, relatif à la situation des avoirs et engagements des autres institutions monétaires retracée dans FISEC, que le montant des avoirs des institutions monétaires s'est établi à 67.390 millions contre 74.744 millions en 2008. Le rapprochement entre les avoirs de la balance des paiements (25.775 millions) et ceux de la base FISEC (67.390 millions) fait ressortir un écart de 15.984 millions. Pour ce qui concerne les engagements, le niveau indiqué dans la balance des paiements est ressorti à 67.198 millions contre 84.177 millions dans FISEC. Il en résulte un ajustement de 13.770 millions en valeur absolue.

CONCLUSION

La balance des paiements du Niger a affiché un solde débiteur, en rupture avec les soldes créditeurs observés depuis 2005. Cette inversion de tendance résulte de la dégradation du compte des transactions courantes, atténuée par l'amélioration du compte de capital et d'opération financière.

Le solde déficitaire des transactions courantes est passé de 311.718 millions à 621.322 millions sous l'effet d'une dégradation simultanée de la balance des biens, des services et des revenus, nettement supérieure à l'amélioration des transferts courants. Ce large déficit a été financé par un important apport de capitaux publics et privés étrangers. En effet, le compte de capital et d'opérations financières s'est situé à 538.631 millions contre 390.139 millions en 2008. Globalement, le solde de la balance des paiements est ressorti déficitaire de 89.754 millions en 2009 contre un excédent de 72.696 millions en 2008.

ANNEXES**Annexe 1** : Evolution de la balance des paiements (optique BCEAO)*(Montants en millions de FCFA)*

Intitulés	2005	2006	2007	2008	2009
Comptes des transactions courantes	-164.312	-164.045	-168.350	-311.718	-621.322
. Biens	-153.962	-125.668	-120.463	-195.871	-376.487
- Marchandises générales	-185.514	-156.894	-150.859	-223.992	-406.033
Exportations	209.389	230.241	281.154	370.418	431.112
Importations	-394.903	-387.135	-432.013	-594.410	-837.145
- Autres biens	31.552	31.226	30.396	28.121	29.546
Exportations	42.511	35.367	36.737	38.112	39.589
Importations	-10.959	-4.141	-6.341	-9.991	-10.043
. Services	-101.172	-124.432	-136.467	-210.512	-299.742
- Transports:	-108.036	-113.908	-125.808	-173.557	-248.019
dont fret	-102.714	-108.756	-118.528	-163.242	-234.953
- Voyages	6.763	4.432	5.626	4.652	5.785
- Services fournis ou reçus par les ad.	311	2.492	2.587	1.425	72
- Autres services	-210	-16.581	-18.872	-43.032	-57.580
. Revenus	- 5.012	634	-211	-8.482	-16.324
- Rémunération des salariés	9.709	14.120	14.564	14.835	15.085
- Revenus des investissements:	- 14.721	-13.486	-14.775	-23.317	-31.409
dont intérêts sur dette publique	- 8.000	-2.933	-8.594	-3.700	-4.781
. Transferts courants	95.834	85.421	88.791	103.147	71.231
- Administrations publiques	58.403	43.853	44.781	53.577	17.289
- Autres secteurs	37.431	41.568	44.010	49.570	53.933
Compte de capital et d'op.financières	184.991	260.730	245.383	390.139	538.631
. Capital	99.329	909.444	128.847	238.272	120.358
. Transferts de capital	99.329	879.044	101.367	114.897	120.396
- Administrations publiques	95.475	871.988	94.438	110.881	109.169
Remises de dettes	18.200	794.513	-	-	3.669
Autres	77.103	77.282	94.349	110.800	105.500
- Autres secteurs	3.854	7.056	6.929	4.016	11.227
. Acquis. et cess. d'actifs n. fin.n.pdts	-	30.400	27.480	123.375	-0.038
. Opérations financières	85.662	-648.714	116.536	151.867	
. Investissements directs	18.311	26.941	57.984	141.531	345.407
- De l'économie à l'étranger	2.332	512	-3.860	-10.914	-27.980
- De l'étranger dans l'économie	15.979	26.429	61.844	152.445	373.387
. Investissements de portefeuille	22.018	-2.019	-2.994	-5.450	7.409
- Avoirs	-418	123	-96	326	3.948
- Engagements	22.436	-2.142	-2.898	-5.776	3.461
. Autres investissements	45.333	-673.636	61.546	15.786	65.457
- Avoirs	-6.846	-18.980	-7.204	33.814	27.115
- Engagements	52.179	-654.656	68.750	-18.026	38.342
Pour mémoire					
. Financements exceptionnels	21.200	24.800	27.829	22.398	3.669
Rééchelonnements	3.000	3.000	3.500	3.500	3.300
Remises de dettes	18.200	21.800	24.329	18.898	3.300
Variation d'arriérés	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
. Erreurs et omissions	-8.279	-9.402	-8.682	-5.725	-7.063
Solde global	12.400	87.283	68.351	72.696	-89.754
. Avoirs et engagements extérieurs	- 12.400	-87.283	-68.351	-72.696	89.754
- Autorités monétaires	-17.957	-100.718	-71.547	-60.797	70.719
Avoirs	-20.201	-42.975	-79.158	-71.972	76.620
Engagements	2.244	-57.743	7.611	11.175	-5.758
Pour mémoire					
Contreparties de réévaluation des comptes du FMI	189	508	810	-439	-1.425
- Banques	5.557	13.435	3.196	-11.899	18.110
Avoirs	-3.391	3.226	-13.982	-13.419	2.983
Engagements	8.948	10.209	17.178	1.520	15.127

Annexe 2 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2009 (optique BCEAO)

(Montants en millions de FCFA)

Intitulés	CREDIT	DEBIT	SOLDE
Comptes des transactions courantes	640.227	1.261.549	-621.322
. Biens	470.701	847.188	-376.487
- Marchandises générales	431.112	837.145	-406.033
Exportations	431.112	.	-431.112
Importations	.	837.145	837.145
- Autres biens	39.589	10.043	-29.546
Exportations	39.589	.	-39.589
Importations	.	10.043	10.043
.Services	47.182	346.924	-299.742
-Transports:	3.686	251.705	-248.019
dont fret	2.375	237.328	-234.953
-Voyages	31.143	25.358	5.785
-Services fournis ou reçus par les ad.	72	.	72
-Autres services	12.281	69.861	-57.580
.Revenus	41.997	58.321	-16.324
-Rémunération des salariés	19.540	4.455	15.085
-Revenus des investissements:	22.457	53.866	-31.409
dont intérêts sur dette publique	.	4.781	-4.781
.Transferts courants	80.347	9.116	71.231
-Administrations publiques	18.456	1.158	17.298
-Autres secteurs	61.891	7.958	53.933
Compte de capital et d'op.financières	668.375	129.744	538.631
.Capital	120.396	38	120.358
.Transferts de capital	120.396	.	120.396
.administrations publiques	109.169	.	109.169
Remises de dettes	3.669	.	3.669
Autres	105.500	.	105.500
.autres secteurs	11.227	.	11.227
.Acquis. et cess. d'actifs n. fin.n.pdts	0	38	-38
.Opérations financières	547.979	129.706	418.273
.Investissements directs	416.476	71.069	345.407
-De l'économie à l'étranger	3.715	31.695	-27.980
-De l'étranger dans l'économie	412.761	39.374	373.387
.Investissements de portefeuille	7.490	81	7.409
-Avoirs	4.025	77	3.948
-Engagements	3.465	4	3.461
.Autres investissements	124.013	58.556	65.457
-Avoirs	37.207	10.092	27.115
Administrations publiques	.	.	0
Autres secteurs	37.207	10.092	27.115
-Engagements	86.806	48.464	38.342
Administrations publiques	43.700	12.660	31.040
Autres secteurs	43.106	35.804	7.302
Pour mémoire	.	.	.
.Financements exceptionnels	.	.	.
Rééchelonnements	.	.	.
Remises de dettes	.	.	.
Variation d'arriérés	.	.	.
Autres	.	.	.
.Erreurs et omissions	361.389	368.452	-7.063
Solde global	1.659.879	1.749.633	-89.754
.Avoirs et engagements extérieurs	131.324	41.570	89.754
-Autorités monétaires	78.170	7.750	70.420
Avoirs	75.782	43	75.739
Engagements	2.388	7.707	-5.319
Pour mémoire	.	.	.
Contreparties de réévaluation des comptes du FMI	440	1.865	-1.425
-Banques	53.154	33.820	19.334
Avoirs	30.364	22.373	7.991
Engagements	22.790	11.447	11.343

Annexe 3 : Structure et évolution de la balance des transactions courantes*(Montants en millions de F CFA)*

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
Biens	-153.962	-125.668	-120.463	-195.871	-389.177
<i>dont : marchandises</i>	-185.514	-156.894	-150.859	-223.992	-418.723
Services nets	-101.172	-124.432	-136.467	-210.512	-277.7922
Revenus nets	-5.012	634	-211	-8.482	-18.324
Transferts courants	95.834	85.421	88.197	103.147	67.337
Balance des paiements courants (BPC)	-164.312	-164.045	-168.682	-311.718	-621.322
PIB nominal	1.755.048	1.859.459	2.035.387	2.404.204	2.511.800
BPC hors dons/PIB (en %)	-11,9%	-11,2%	-10,5%	-15,2%	-24,7%

Source : BCEAO

Annexe 4 : Evolution des exportations de marchandises ajustées par principaux produits*(Quantité en tonnes, valeur en millions de FCFA)*

Rubriques	2005		2006		2007		2008		2009	
	Quant.	Valeur								
Uranium	3.400	78.540	3.160	79.632	3.415	143.058	3.129	198.188	3.200	195.121
<i>Bétail</i>	42.391	31.796	53.798	35.507	52.130	37.847	59.949	49.748	70.140	60.643
Oignons	83.205	38.441	75.415	37.708	84.216	42.110	78.816	42.090	50.685	40.280
Niébé	28.477	13.472	52.749	18.462	57.238	19.152	83.368	41.786	123.848	57.791
Autres march. généré.	73.683	47.140	129.323	58.932	162.046	38.987	162.875	38.606	136.213	77.277
<i>dont réexportation</i>	46.195	29.967	103.458	31.405	145.857	26.815	140.897	26.082	73.625	26.287
Marchandises générales	231.156	209.389	353.479	230.241	359.045	281.154	388.137	370.418	384.086	431.112
Autres biens		42.511		35.367		36.737		38.112		39.589
<i>dont or</i>	5	34.239	2,6	24.274	3,4	25.529	3,1	26.375	2,8	29.137
Total exportations	231.156	251.900	353.479	265.608	391.940	317.891	402.914	408.530	384.089	470.701

Source : BCEAO

Annexe 5 : Evolution des exportations de marchandises générales par produits*(Quantité en tonnes, valeur en millions de F CFA)*

Rubriques	2005		2006		2007		2008		2009	
	Quant.	Valeur								
Uranium	3.400	78.540	3.160	79.632	3.415	143.058	3.129	198.188	3.200	195.121
<i>Bétail</i>	36.495	19.325	46.781	26.692	45.330	20.984	60.289	75.143	70.538	58.575
Oignons	68.392	12.419	68.559	11.738	80.206	7.405	75.063	13.283	48.272	12.712
Niébé	7.319	1.325	2.905	385	5.135	787	13.098	2.815	10.728	1.308
Autres exportations	66.637	33.074	135.728	51.999	154.853	45.400	108.466	49.222	131.338	91.663
<i>dont réexportation</i>	46.195	29.967	103.458	31.405	145.857	26.815	70.091	26.082	73.625	26.287
Total stat. officielles	214.595	153.110	189.916	182.903	288.939	217.634	260.045	338.627	264.086	359.378
Ajustement de valeur		42.511		35.367		31.760		15.896		35.867
Ajustement de champ*		42.511		35.367		31.760		15.895		35.867
Exportations ajustées		209.389		230.241		281.154		370.418		431.112

Source : Institut National de la Statistique (INS), Direction Générale des Douanes et BCEAO pour les ajustements.

* L'ajustement de champ permet notamment d'intégrer les flux qui échappent au circuit officiel et de déduire les exportations d'or et les approvisionnements des aéronefs étrangers (avitaillement), qui sont exclus du commerce générale, conformément aux prescriptions de la 5^{ème} édition du manuel de balance des paiements.

Annexe 6 : Evolution des importations CAF de marchandises

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
Produits alimentaires	123.954	111.334	91.288	123.738	200.661
Produits énergétiques	56.870	64.119	77.345	91.426	122.952
Biens intermédiaires	19.508	24.357	61.066	75.020	128.554
Biens d'équipement	115.148	100.323	115.985	152.394	293.100
Autres	73.141	145.659	107.441	128.013	73.782
Total suivant statistiques officielles	388.621	445.792	453.123	570.591	820.528
Ajustement de valeur	83.708	49.477	73.064	137.311	180.146
Ajustement de champ	25.240	1.057	24.354	51.770	115.654
Importations totales (CAF)	497.569	496.326	550.541	759.672	1.116.328

Source: Institut National de la Statistique (INS) et DGD pour les statistiques officielles et BCEAO pour les ajustements.

Annexe 7 : Evolution des principales marchandises importées (en valeur CAF)

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
Produits alimentaires	123.954	111.334	91.288	123.738	200.661
- riz	49.474	33.425	26.717	50.762	60.534
- blé et farine de blé	7.349	8.526	7.238	8.188	17.262
- oléagineux	15.957	17.886	9.899	12.240	21.183
- produits laitiers	9.105	12.990	7.425	14.760	23.261
- sucres et sucreries	12.983	11.030	10.521	12.666	31.097
- autres	12.558	17.577	29.488	10.882	11.777
Produits énergétiques	56.870	64.119	77.345	91.426	122.952
- produits pétroliers raffinés	49.920	55.110	68.422	80.459	80.392
Biens d'équipement (*)	94.705	117.487	115.985	152.394	293.100
- camion ,	27.219	31.944	41.555	36.037	177.735
- machines – outils etc..	46.148	65.986	61.161	76.481	67.443
- autres	21.338	19.557	13.269	39.876	47.459
Autres importations	113.092	152.852	168.505	203.033	203.814
dont matériaux de construction (**)	20.443	22.122	36.955	48.129	90.767
tabacs	8.375	9.900	11.610	11.360	15.051
habillement-linge	23.893	25.206	25.075	31.390	45.747
produits pharmaceutiques	10.299	18.640	35.532	53.027	29.243
tissus et fils	7.613	8.317	7.729	9.020	11.574
Total suivant commerce extérieur	388.621	445.792	453.123	570.591	820.528
Ajustement de valeur	83.708	49.477	73.064	137.311	180.146
Ajustement de champ	25.240	1.057	24.354	51.770	115.654
Importations totales (CAF)	497.569	496.326	550.541	759.672	1.116.328

Source : Institut National de la Statistique (INS) et la BCEAO (pour les ajustements)

(*) Les biens d'équipement comprennent essentiellement les machines et appareils électriques, le matériel de transport, le matériel de précision et les biens meubles.

(**) Il s'agit principalement du ciment et du fer à béton.

Annexe 8 : Evolution des importations de produits alimentaires et de produits pétroliers
(valeur CAF), avant ajustement

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
Produits alimentaires	123.954	111.334	91.288	123.738	98.177
Produits énergétiques	56.870	64.119	77.345	91.425	90.947
TOTAL (1)	180.824	175.453	168.633	215.163	189.124
PIB nominal (2)	1.755.048	1.859.459	2.035.387	2.404.204	2.511.800
Importations /PIB ((1)/(2))	10,3%	9,4%	8,3%	8,9%	7,5%

Source : INS (commerce général)

Annexe 9 : Evolution des importations de produits alimentaires et de produits pétroliers
(en valeur CAF) après ajustement

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2007	2008	2009
Produits alimentaires	115.495	163.740	200.661
dont :			
– riz	29.387	55.541	60.534
– autres céréales	7.769	4.764	17.262
Produits énergétiques	91.918	114.690	122.952
– produits pétroliers raffinés (carburants, huiles, graisse) déclarés	68.421	85.754	80.392
– produits pétroliers raffinés non déclarés	14.825	19.531	21.731
– Energie électrique	6.931	6.947	6.963
– Autres (bitume, gaz...)	1.741	2.448	3.442
TOTAL (1)	207.413	278.430	493.761
PIB nominal (2)	2.035.387	2.404.204	2.511.800
Ratio des import. des produits alimentaires /PIB	5,6%	6,8%	8,0%
Ratio des import. Des produits énergétiques / PIB	4,5%	4,8%	4,9%

Source : BCEAO

Annexe 10 : Importations et exportations intra-UEMOA en 2009 (millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	.	8.171	19.485	2.829	55.160	40.202	14.535	48.419	188.801
	Burkina	8.725	.	15.735	23	31.809	15.563	2.420	3.033	77.308
	Côte d'Ivoire	55.392	214.855	.	3.292	129.597	36.046	75.291	78.559	593.031
	Guinée-Bissau	0	24	199	.	452	0	15.452	0	16.126
	Mali	17.531	15.327	20.152	1.791	.	8.790	36.555	12.747	112.892
	Niger	17.137	5.904	1.555	375	4.145	.	990	7.006	37.112
	Sénégal	13.141	10.917	26.567	28.721	157.079	4.751	.	7.342	248.519
	Togo	97.330	45.601	14.179	2.271	19.809	27.007	5.930	.	212.126
	UEMOA	209.257	300.798	97.872	39.301	398.051	132.358	151.173	157.105	1.485.915

Source : BCEAO

Annexe 11 : Envois de fonds des travailleurs migrants intra-UEMOA en 2009 (millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin	.	1.612	8.139	54	2.744	1.579	3.025	1.245	18.399
	Burkina	1.794	.	20.970	98	6.260	1.202	4.236	10.010	44.570
	Côte d'Ivoire	6.350	52.355	.	378	31.727	3.050	25.061	16.456	135.378
	Guinée-Bissau	30	15	279	.	391	83	2.229	409	3.436
	Mali	980	4.703	11.890	135	.	816	18.085	2.802	39.411
	Niger	1.326	1.159	2.676	316	1.634	.	6.227	1.630	14.968
	Sénégal	1.294	1.789	10.863	1.626	15.922	2.487	.	6.125	40.105
	Togo	847	1.858	4.335	40	2.143	702	5.896	.	15.821
	UEMOA	12.619	63.490	59.153	2.647	60.822	9.920	64.759	38.678	312.087

Source : BCEAO

Annexe 12 : Présentation détaillée de la Balance des paiements 2009

(Montants en millions de FCFA)

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 9 93	Compte des transactions courantes	640.227	1.261.549	-621.322
4 1 00	Biens	470.701	847.188	-376.487
4 1 10	.Marchandises générales	431.112	837.145	-406.033
4 1 50	.Biens importés ou exportés pour transformation	0		0
4 1 51	. Biens transformés à l'étranger			
4 1 52	. Biens transformés dans l'économie			0
4 1 60	.Réparations de biens	0	450	-450
4 1 70	.Achats de biens dans les ports par les transporteurs	10.452	9.593	859
4 1 71	. Dans les ports maritimes	0	0	0
4 1 72	. Dans les aéroports	5.141	0	5.141
4 1 73	. Dans d'autres ports	5.311	9.593	-4.282
4 1 80	.Or non monétaire	29.137		29.137
4 1 81	. Détenu à titre de réserve de valeur			0
4 1 82	. Détenu à d'autres fins	29.137	0	29.137
		0	0	0
4 2 00	Services	47.182	346.924	-299.742
4 2 05	.Transports	3.686	251.705	-248.019
4 2 06	.Transports maritimes		106.095	-106.095
4 2 07	. Passagers	0	0	0
4 2 08	. Fret	0	106.095	-106.095
4 2 09	. Autres	0	0	0
4 2 10	.Transports aériens	120	36.269	-36.149
4 2 11	. Passagers	0	14.377	-14.377
4 2 12	. Fret	0	21.892	-21.892
4 2 13	. Autres	120	0	120
4 2 14	.Autres transports	3.566	109.341	-105.775

4 2 15	. Passagers	1.191		1.191
4 2 16	. Fret	2.375	109.341	-106.966
4 2 17	. Autres	0	0	0
4 2 36	. Voyages	31.143	25.358	5.785
4 2 37	. Voyages à titre professionnel	18.244	14.295	3.949
4 2 38	. Travailleurs saisonniers et frontaliers	3.875	1.482	2.393
4 2 39	. Autres	14.369	12.813	1.556
4.2 40	. Voyages à titre personnel	12.899	11.063	1.836
4 2 41	. Pour raisons de santé	125	951	-826
4 2 42	. A but éducatif	13	2.721	-2.708
4 2 43	. A d'autres fins	12.761	7.391	5.370
4 2 45	. Services de communication	6.006	5.716	290
4 2 49	. Services de bâtiment et travaux publics	0	25.985	-25.985
4 2 53	. Services d'assurances	373	7.447	-7.074
4 2 54	. Compagnies d'assurance vie et caisses de pension			
4 2 55	. Assurance du fret	0	169	-169
4 2 56	. Autres assurances directes	0	5.105	-5.105
4 2 57	. Réassurance	0	2.173	-2.173
4 2 58	. Services auxiliaires	373	0	373
4 2 60	. Services financiers	1.006	4.752	-3.746
4 2 62	. Services d'informatique et d'information	42	5.915	-5.873
4 2 66	. Redevances et droits de licence	0	940	-940
4 2 68	. Autres services aux entreprises	4.854	19.080	-14.226
4 2 69	. Négoce international et autres services liés au commerce			
4 2 70	. Négoce international	0	0	0
4 2 71	. Autres	0	0	0
4 2 72	. Location-exploitation	391	1	390
4 2 73	. Divers services aux entreprises, spécialisés et techniques	4.463	19.079	-14.616

4 2 74	. Services juridiques, de compta., conseil en gest.,de relations p.			0
4 2 75	. Services juridiques			0
4 2 76	. Comptabilité, vérifi. des cptes, tenue des livres et cons.fiscal.			0
4 2 77	. Conseil en gestion des entreprises et relations publiques			0
4 2 78	. Publicité, études de marché et sondages d'opinion	74	61	13
4 2 79	. Recherche et développement			
4 2 80	. Architecture, ingénierie et autres services techniques	308		308
4 2 81	. Services agricoles, miniers et traitement sur place			
4 2 82	. Traitement des déchets et dépollution			
4 2 83	. Autres			
4 2 84	. Autres services	0	338	-338
4 2 85	. Services entre entreprises apparentées n.c.a			
4 2 87	. Services personnels,culturels et relatifs aux loisirs	0	26	-26
4 2 88	. Services audiovisuels et connexes	0	17	-17
4 2 89	. Autres			0
4 2 91	.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	72		72
4 2 92	. Ambassades et consulats	72	0	72
4 2 93	. Unités et organismes militaires			
4 2 94	. Autres			
		0	0	0
4 3 00	Revenus	41.997	60.321	-18.324
4 3 10	.Rémunération des salariés	19.540	4.455	15 085
4 3 20	.Revenus des investissements	22.457	55.866	-33.409
4 3 30	. Investissements directs	14.304	39.430	-25.126
4 3 31	. Revenus des titres de participation	14.257	29.396	-15.139
4 3 32	. Dividendes et bénéfices distribués	0	17.588	-17.588

4 3 33	. Bénéfices réinvestis	14.257	11.808	2.449
4 3 34	. Revenus des titres de créance	47	10.034	-9.987
4 3 39	. Investissements de portefeuille	2.455	5.644	-3 189
4 3 40	. Revenu des titres de participation	1.103	2.216	-1.113
4 3 41	. Autorités monétaires			0
4 3 42	. Administrations publiques			0
4 3 43	. Banques	1.103	1.984	-881
4 3 44	. Autres secteurs	0	232	-232
4 3 49	. Revenus des titres de créance	1.352	3.428	-2.076
4 3 50	. Obligations et autres titres d'emprunt	833	2.696	-1.863
4 3 51	. Autorités monétaires			0
4 3 52	. Administrations publiques	0	0	0
4 3 53	. Banques	831	54	777
4 3 54	. Autres secteurs	2	2.642	-2.640
4 3 60	. Instruments du marché monétaire et dérivés financiers	519	732	-213
4 3 61	. Autorités monétaires			0
4 3 62	. Administrations publiques			0
4 3 63	. Banques	519	732	-213
4 3 64	. Autres secteurs			0
4 3 70	. Autres investissements	5.698	10.792	-5.094
4 3 71	. Autorités monétaires	2.184	0	2.184
4 3 72	. Administrations publiques	0	4.781	-4.781
4 3 73	. Banques	1.272	721	551
4 3 74	. Autres secteurs	2.242	5.290	-3.048
4 3 79	Transferts courants	80.347	9.116	71.231
4 3 80	.Administrations publiques	18.456	1.158	17.298
4 3 90	.Autres secteurs	61.891	7.958	53.933

4 3 91	. Envois de fonds des travailleurs	28.489	7.443	21 046
4 3 92	. Autres transferts	33.402	515	32.887
4 9 96	Compte de capital et d'opérations financières	799.699	171.314	628.385
4 9 94	Compte de capital	120.396	38	120.358
4 4 00	.Transferts de capital	120.396		120.396
4 4 01	. Administrations publiques	109.169		109.169
4 4 02	. Remises de dettes	3.669		3 669
4 4 10	. Autres	105.500		105.500
4 4 30	. Autres secteurs	11.227		11.227
4 4 31	. Transferts des migrants			0
4 4 32	. Remises de dettes	0		0
4 4 40	. Autres transferts	11.227		11.227
4 4 80	. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	0	38	-38
4 9 95	Compte d'opérations financières	679.303	171.276	508.027
4 5 00	Investissements directs	416.476	71.069	345.407
4 5 05	.De l'économie à l'étranger	3.715	31.695	-27.980
4 5 06	. Capital social et bénéfices réinvestis	928	15.740	-14.812
4 5 10	. Capital social	928	15.740	-14.812
4 5 25	. Bénéfices réinvestis			0
4 5 30	. Autres transactions	2.787	15.955	-13.168
4 5 35	. Créances sur les entreprises apparentées	46	15.955	-15.909
4 5 40	. Engagements envers les entreprises apparentées	2.741		2.741
4 5 55	.De l'étranger dans l'économie	412.761	39.374	373.387
4 5 56	. Capital social et bénéfices réinvestis	79.380	1.898	77.482
4 5 60	. Capital social	79.177	1.898	77.279
4 5 75	. Bénéfices réinvestis	203	0	203

4 5 80	. Autres transactions	333.381	37.476	295.905
4 5 85	. Créances sur les investisseurs directs	340	2.779	-2.439
4 5 90	. Engagements envers les investisseurs directs	333.041	34.697	298.344
4 6 00	Investissements de portefeuille	11.728	20.914	-9.186
4 6 02	. Avoirs	4.025	18.039	-14.014
4 6 10	. Titres de participation	4.025	3.000	1.025
4 6 11	. Autorités monétaires			0
4 6 12	. Administrations publiques			0
4 6 13	. Banques	0	3.000	-3.000
4 6 14	. Autres secteurs	4.025	0	4.025
4 6 19	. Titres de créances		15.039	-15.039
4 6 20	. Obligations et autres titres d'emprunt		14.922	-14.922
4 6 21	. Autorités monétaires			0
4 6 22	. Administrations publiques	0	60	-60
4 6 23	. Banques	0	14.862	-14.862
4 6 24	. Autres secteurs	0	0	0
4 6 30	. Instruments du marché monétaire		117	-117
4 6 31	. Autorités monétaires			0
4 6 32	. Administrations publiques			0
4 6 33	. Banques	0	100	-100
4 6 34	. Autres secteurs	0	17	-17
4 6 40	. Dérivés financiers			0
4 6 41	. Autorités monétaires			0
4 6 42	. Administrations publiques			0
4 6 43	. Banques	0	0	0
4 6 44	. Autres secteurs			0

4 6 52	. Engagements	7.703	2.875	4.828
4 6 60	. Titres de participation	4.468	5	4.463
4 6 63	. Banques	1.118	1	1.117
4 6 64	. Autres secteurs	3.350	4	3.346
4 6 69	. Titres d'engagement	3.235	2.870	365
4 6 70	. Obligations et autres titres d'emprunt	1.620	1.100	520
4 6 71	. Autorités monétaires			0
4 6 72	. Administrations publiques			0
4 6 73	. Banques	1.620	1.100	520
4 6 74	. Autres secteurs	0	0	0
4 6 80	. Instruments du marché monétaire	1.500	1.770	-270
4 6 81	. Autorités monétaires			0
4 6 82	. Administrations publiques	0	0	0
4 6 83	. Banques	1.500	1.770	-270
4 6 84	. Autres secteurs			0
4 6 90	. Dérivés financiers	115		115
4 6 91	. Autorités monétaires			0
4 6 92	. Administrations publiques			0
4 6 93	. Banques	0		0
4 6 94	. Autres secteurs	115		115
4 7 00	Autres investissements	175.317	79.250	96.067
4 7 03	. Avoirs	67.571	14.503	53 068
4 7 06	. Crédits commerciaux	37.041	6.361	30.680
4 7 07	. Administrations publiques			0
4 7 08	. Long terme			0
4 7 09	. Court terme			0
4 7 10	. Autres secteurs	37.041	6.361	30.680

4 7 11	. Long terme			0
4 7 12	. Court terme			0
4 7 14	. Prêts	13.627	2.053	11.574
4 7 15	. Autorités monétaires			0
4 7 17	. Long terme			0
4 7 18	. Court terme			0
4 7 19	. Administrations publiques			0
4 7 20	. Long terme			0
4 7 21	. Court terme			0
4 7 22	. Banques	13.619	2.053	11.566
4 7 23	. Long terme	4.664	1.808	2.856
4 7 24	. Court terme	8.955	245	8.710
4 7 25	. Autres secteurs	8		8
4 7 26	. Long terme			0
4 7 27	. Court terme			0
4 7 30	. Monnaie fiduciaire et dépôts	16.705	2.905	13.800
4 7 31	. Autorités monétaires			0
4 7 32	. Administrations publiques			0
4 7 33	. Banques	16.674	108	16.566
4 7 34	. Autres secteurs	31	2.797	-2.766
4 7 36	. Autres avoirs	198	3.184	-2.986
4 7 37	. Autorités monétaires			0
4 7 38	. Long terme			0
4 7 39	. Court terme			0
4 7 40	. Administrations publiques			0
4 7 41	. Long terme			0
4 7 42	. Court terme			0
4 7 43	. Banques	71	2.250	-2.179

4 7 44	. Long terme			0
4 7 45	. Court terme	71	2.250	-2.179
4 7 46	. Autres secteurs	127	934	-807
4 7 47	. Long terme			0
4 7 48	. Court terme			0
4 7 53	. Engagements	107.746	64.747	42.999
4 7 56	. Crédits commerciaux	18.826	32.293	-13.467
4 7 57	. Administrations publiques			0
4 7 58	. Long terme			0
4 7 59	. Court terme			0
4 7 60	. Autres secteurs	18.826	32.293	-13.467
4 7 61	. Long terme			0
4 7 62	. Court terme			0
4 7 64	. Prêts	75.805	16.142	59.663
4 7 65	. Autorités monétaires	2.388		2.388
4 7 66	. Utilisation des crédits et prêts du FMI	2.388	0	2.388
4 7 67	. Autres prêts à long terme	0	0	0
4 7 68	. Prêts à court terme	0	0	0
4 7 69	. Administrations publiques	43.700	12.660	31.040
4 7 70	. Long terme	43.700	12.660	31.040
4 7 71	. Court terme	0	0	0
4 7 72	. Banques	17.052		17.052
4 7 73	. Long terme	16.949		16.949
4 7 74	. Court terme	103	0	103
4 7 75	. Autres secteurs	12.665	3.482	9.183
4 7 76	. Long terme	8.397	2.102	6.295
4 7 77	. Court terme	0	0	0
4 7 80	. Monnaie fiduciaire et dépôts	1.500	8.985	-7.485

4 7 81	. Autorités monétaires		409	-409
4 7 83	. Banques	1.500	8.576	-7.076
4 7 86	. Autres engagements	11.615	7.327	4.288
4 7 87	. Autorités monétaires	0	7.298	-7.298
4 7 88	. Long terme			0
4 7 89	. Court terme			0
4 7 90	. Administrations publiques			0
4 7 91	. Long terme			0
4 7 92	. Court terme			0
4 7 93	. Banques			0
4 7 94	. Long terme			0
4 7 95	. Court terme			0
4 7 96	. Autres secteurs	11.615	29	11.586
4 7 97	. Long terme			0
4 7 98	. Court terme			0
4 8 00	Avoirs de réserve	75.782	43	75.739
4 8 10	. Or monétaire			0
4 8 20	. DTS		-36	36
4 8 30	. Position de réserve au FMI	3.907	79	3.828
4 8 40	. Avoirs en devises	71.875		71.875
4 8 45	. Monnaie fiduciaire et dépôts	71.875	0	71.875
4 8 50	. Auprès des autorités monétaires			0
4 8 55	. Auprès des banques			0
4 8 60	. Titres			0
4 8 65	. Titres de participation			0
4 8 70	. Obligations et autres titres d'emprunt			0
4 8 75	. Instruments du marché monétaire et dérivés financiers			0

4 8 80	Autres créances			0
4 9 98	Erreurs et omissions nettes	360.524	368.452	-7.063

Annexe 11. Note méthodologique sur la confection de la balance des paiements dans les Etats membres de l'UEMOA

Les premiers états de la balance des paiements en terme de transactions, élaborés sur la base de la méthodologie recommandée par la 5^{ème} édition du Manuel de balance des paiements élaborée par le FMI, ont été produits à partir de 1996.

Les comptes extérieurs sont établis à partir de données d'enquête et, dans ce cadre, la section en charge de la confection de cet état suit un échantillon d'entreprises dont le taux de couverture avoisine 90% en terme de chiffre d'affaires à l'importation. Cet échantillon, qui était composé de 245 structures au titre de l'année 2009, constitue une base sur laquelle s'effectuent des extrapolations et des estimations. Le taux de réponse tourne autour de 70%.

Le compte courant extérieur

L'essentiel des informations relatives au compte des transactions courantes est obtenu à partir des questionnaires dûment remplis et retournés par les entreprises, qui renseignent sur la valeur des importations et des exportations, des services, des revenus des facteurs de production, etc.

Au niveau de la balance commerciale, les variables sont bien définies et les entreprises n'évoquent pas de problèmes particuliers pour remplir les questionnaires. Toutefois, et comme il a été signalé plus haut, les informations fournies ne couvrent pas la totalité des opérateurs, soit parce que ceux-ci ne sont pas identifiés, soit que certaines entreprises n'auraient pas répondu à temps au questionnaire. A cet égard, des sources d'informations complémentaires sur le commerce extérieur telles que la Direction Générale des Douanes (DGD) et l'Institut National de la Statistique (INS), permettent d'opérer des arbitrages. Par ailleurs, les frontières du Niger avec ses voisins, notamment le Nigeria, étant étendues et poreuses d'une part, et en raison de la prédominance du secteur informel dans l'économie nigérienne d'autre part, des ajustements sont effectués en vue de prendre en compte les sorties et les entrées de marchandises non recensées par la DGD pour diverses raisons. Des coefficients de correction, estimés à partir de certains indices tels que les billets externes et les ratios de la comptabilité nationale, permettent de redresser partiellement les transactions, notamment sur les exportations de produits agro-pastoraux et les importations de produits alimentaires et pétroliers.

Les frets et assurances sont estimés sur la base de coefficients calculés à partir de résultats d'enquêtes périodiques auprès des opérateurs.

Une attention particulière est accordée aux transactions des représentations diplomatiques et à celles des organismes internationaux, dont les achats de biens et services sont considérés comme des services administratifs.

Au titre des revenus privés, sont enregistrés les salaires versés et les revenus au titre des dividendes, qui ont fait l'objet de règlement au cours de la période sous-revue au titre d'affectation de résultats antérieurs. La rémunération des salariés travaillant au sein des ambassades est enregistrée comme une entrée de revenu. Toutefois, pour diverses raisons, les ambassades ne sont pas toujours en mesure de répondre aux questionnaires. Cette situation dégrade le taux de réponse et est à l'origine de biais statistique. Pour réduire ce biais, des extrapolations sont effectuées sur la base des réponses reçues, l'effectif du personnel employé étant généralement la variable de contrôle.

Les intérêts payés au titre de la dette publique constituent la rubrique principale des revenus publics. Les informations sont fournies par les relevés comptables de la Direction de la Dette Publique et du Trésor National.

Les transferts courants privés portent globalement sur les versements aux caisses de retraite et les envois de fonds des travailleurs à l'étranger, communiqués par les intermédiaires financiers et autres institutions de transfert de fonds (Western Union, Money GRAM, Niger Poste). Les transferts courants informels existent également. Ils sont estimés à l'aide de coefficients d'enquête appliqués aux montants des transferts fournis par le canal classique. Une autre source importante qui alimente cette rubrique est constituée des réceptions de fonds par les ONG dans le cadre d'une partie de leurs interventions.

L'administration publique constitue également une source d'information importante. Les données sur les transferts publics portent sur les dons budgétaires, les contributions dans le cadre de la coopération et l'assistance technique, les aides alimentaires et militaires, etc. Globalement, elles sont rapprochées aux données du tableau des opérations financières de l'Etat et des autres administrations publiques, le TOFE du Niger étant établi seulement pour l'administration centrale. Le rapport annuel du PNUD demeure également une source fidèle, en raison de l'exhaustivité des informations fournies.

Le compte de capital et d'opérations financières

Au niveau du secteur privé, une part des transferts des migrants est destinée généralement à financer l'acquisition de logements, de champ, etc. Cette proportion, estimée selon les méthodes décrites plus haut, est comptabilisée au niveau des transferts de capital. Ces derniers portent également sur les dons destinés au financement de projets menés par les organisations non gouvernementales.

Les investissements directs étrangers désignent les placements qui sont effectués dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une autre économie. Les données des IDE couvrent à la fois le capital social, les réinvestissements de bénéfice et les créances et engagements vis-à-vis des entreprises apparentées. Elles sont obtenues à partir des questionnaires des entreprises et des déclarations de constitution de sociétés, communiquées par les cabinets

de notaires. Il convient de préciser que, par convention, la participation individuelle au capital d'une société est considérée comme investissement direct lorsqu'elle est supérieure à 10% du total. S'agissant des investissements de portefeuille, ils portent sur les titres de placement (qui s'assimilent aux prises de participation inférieures à 10%) et les titres de créances (obligations, instruments du marché monétaire, produits dérivés, etc.). L'essentiel de ces informations est recueilli à partir des données des entreprises et des banques, interface financier entre les résidents et les non-résidents, ainsi que de la situation des émissions de titres publics. Pour les deux catégories d'investissements, les données sont fournies en encours afin de renseigner la position extérieure globale. Par ailleurs, en raison du caractère très instable des composantes de ces postes, une extrapolation à partir des réponses reçues est très hasardeuse. Le travail du statisticien de la balance des paiements consiste donc à réunir le maximum de questionnaires correctement remplis, en mettant l'accent sur les entreprises les plus représentatives.

Les prêts et avances sont enregistrés dans la rubrique des « autres investissements ». Pour le secteur privé, il s'agit des crédits clients et avances aux fournisseurs (ou des crédits fournisseurs et acomptes versés par les clients), les emprunts bancaires et auprès d'autres institutions financières, les encaisses en devises et les dépôts à l'étranger. Une bonne partie de l'information est donnée par les entreprises importantes et par les banques.

La Direction de la Dette Publique, le Trésor national et les autorités monétaires constituent les principales sources de renseignement sur la dette publique. La balance des paiements prend en compte les montants effectivement décaissés de la situation des prêts et des dons multilatéraux et bilatéraux en distinguant la dette contractée par le secteur public (dette publique) de la dette contractée par le secteur privé dont le remboursement n'est pas garanti par un organisme public (dette privée). Seules les obligations qui tombent à échéance au titre de la dette extérieure d'un pays figurent dans la balance des paiements et toutes les obligations qui tombent à échéance doivent y figurer. Ces dispositions permettent de comptabiliser les financements exceptionnels, en particulier la variation des arriérés et les rééchelonnements.

Quant aux utilisations des prêts et des crédits du FMI, elles sont déjà prises en compte dans les statistiques portant sur les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale. La présentation-type de la balance des paiements les enregistre sous la rubrique « autres investissements » comme engagements de l'administration publique.

Conformément aux prescriptions contenues dans la 5^{ème} édition du Manuel de balance des paiements du FMI, les erreurs et omissions nettes retracent, en vertu du principe de la comptabilité en partie double, la différence entre les écritures de crédit et celles de débit.

Annexe 12. Note méthodologique sur l'évaluation du commerce non contrôlé

1. Caractéristiques du commerce non contrôlé

Le commerce extérieur non contrôlé comprend l'ensemble des flux non saisis par les statistiques douanières. Au Niger, selon qu'il s'agisse des exportations ou des importations, il se présente sous plusieurs formes.

En exportations, le commerce non contrôlé porte principalement sur les produits agropastoraux (bétail, oignons, niébé), en direction notamment des pays voisins. Il se caractérise par des fraudes douanières (non-enregistrement des flux, sous-déclaration des quantités, attribution de postes tarifaires erronés,..) ou bien, dans le cas du commerce transfrontalier, par des sorties échappant à l'enregistrement en raison de l'absence de postes de contrôle ou de leur contournement délibéré.

En importations, il s'agit plutôt de fraudes actives, par contournement des points de contrôle, et des sous-déclarations. Le commerce non contrôlé concerne essentiellement les hydrocarbures et les produits manufacturés dont l'importation est réglementée. L'absence d'organisation des filières agropastorales, le faible niveau d'instruction des opérateurs économiques et la longueur des frontières (notamment sur plus de 1500 km avec le Nigeria) sont des facteurs aggravants.

2. Méthodes d'estimation du commerce non contrôlé

La nécessité de la prise en compte des flux non contrôlés, en vue d'une meilleure estimation du commerce extérieur dans le cadre des travaux d'élaboration de la balance des paiements, s'est traduite au Niger par la création, par arrêté ministériel n°298/MF/E/DSCN en date du 8 septembre 2003, d'un groupe de travail pour l'estimation du commerce non contrôlé. Ce groupe est composé des principales structures productrices et utilisatrices des statistiques du commerce extérieur, notamment la Direction Générale des Douanes, la Direction Nationale de la BCEAO, l'Institut National de la Statistique (INS), la Direction de l'Analyse Economique, des Etudes Financières et de la Prévision (DAEFP), la Direction du Commerce Extérieur, la Société Nigérienne des produits Pétroliers (SONIDEP) et la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger (CCIAN). La mission assignée à ce groupe de travail est de proposer une méthodologie d'évaluation du commerce non contrôlé. Sa création est intervenue à la suite des recommandations formulées par une mission du FMI sur les statistiques multisectorielles, à Niamey du 21 janvier au 3 février 2003. Toutefois, à ce jour, les activités de ce groupe de travail ne sont pas effectives.

En ce qui concerne la Direction Nationale de la BCEAO, les méthodes appliquées combinent à la fois la méthode emplois-ressources par principaux produits et l'utilisation de coefficients de redressement issus des informations collectées à partir des enquêtes réalisées auprès des principaux opérateurs recensés par la CCIAN et de celles effectuées dans les villages frontaliers. Le coefficient de redressement, calculé sur la base des différents éléments sus-évoqués, ressort en moyenne à 20% pour les exportations et 5% pour les importations.



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int